Décret impérial sur la police de la pêche côtière
du 19 novembre 1859

TITRE XI.

PUBLICATION.

53. Pour faire publier ces présentes, après l'approbation du Gouvernement, tous pouvoirs utiles sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte :

Fait et passé au Havre, dans les bureaux respectifs des comparants,
L'an 1859, le 10 novembre.

Et après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

La minute porte cette mention : « Enregistré au Havre le 10 novembre 1859, folio 45 verso, case 1. Reçu cinq francs cinquante centimes, décime compris. Signé E. Lemaréchal. »

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 13 novembre 1859, enregistré sous le n° 766.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

† N° 9222. — **DÉCRET IMPÉRIAL sur la police de la Pêche côtière dans le cinquième arrondissement maritime.**

Du 19 Novembre 1859.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 3 de la loi du 9 janvier 1852, sur la pêche maritime côtière ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 21 février 1852, sur la pêche et la domanialité publique maritimes ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine ;

Le conseil d'amirauté entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

POLICE DE LA PÊCHE MARITIME CÔTIÈRE.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 1^{er}. La police supérieure de la pêche qui se fait à la mer, le long des côtes, dans les étangs salés, ainsi que dans la partie des fleuves, rivières, canaux, plans ou cours d'eau communiquant directement ou indirectement avec la mer, où les

eaux sont salées, est exercée, dans l'arrondissement de Toulon, par le préfet maritime.

Cette attribution est dévolue, sous l'autorité du préfet maritime, au commissaire général de la marine, dans le sous-arrondissement de Toulon, et aux chefs du service de la marine, dans les sous-arrondissements de Marseille et de Bastia.

Sous les ordres immédiats de ces trois administrateurs supérieurs, les commissaires de l'inscription maritime sont spécialement chargés d'assurer l'exécution des lois et règlements concernant la pêche côtière.

Dans ces fonctions, les commissaires de l'inscription maritime, sont secondés par les inspecteurs des pêches, les syndics des gens de mer, les prud'hommes-pêcheurs, les gardes maritimes et les gendarmes de la marine.

Les officiers et officiers-mariniers commandant les bâtiments et les embarcations garde-pêches concourent à la police de la pêche maritime.

Les procès-verbaux dressés en exécution du présent décret sont remis aux commissaires de l'inscription maritime pour être transmis, s'il y a lieu, au ministère public.

La police des faits de vente, transport ou colportage du frai, du poisson assimilé au frai ou du coquillage n'atteignant pas les dimensions réglementaires, est exercée, concurremment avec les officiers et agents mentionnés ci-dessus, par les officiers de police judiciaire, les agents municipaux assermentés et les employés des contributions indirectes et des octrois.

Les officiers et maîtres de port sont tenus de déférer aux ordres ou réquisitions des commissaires de l'inscription maritime concernant la police des pêches.

2. En temps de guerre, la pêche ne peut être interdite, suspendue ou limitée que par l'ordre du ministre de la marine.

Toutefois, en cas d'urgence, le préfet maritime exerce le même droit, sauf à rendre compte immédiatement au ministre de ses décisions.

3. Les inspecteurs des pêches sont choisis de préférence parmi les anciens officiers et les anciens administrateurs de la marine ; et nommés par le ministre de la marine.

Ils sont placés sous les ordres directs des commissaires de l'inscription maritime.

Ils cumulent, le cas échéant, leurs appointements avec leur pension de retraite.

4. L'institution de communautés ou juridictions de pêcheurs, connues dans la Méditerranée sous le nom de prud'homies, sera désormais régie par les dispositions suivantes, qui abrogent tous les actes antérieurs sur la matière, en ce qu'ils ont de contraire au présent décret.

5. Sont seuls membres des communautés de prud'homies les patrons pêcheurs titulaires d'un rôle d'équipage qui ont exercé leur profession pendant un an dans la circonscription de la prud'homie à laquelle ils demandent à appartenir, et qui justifient, en outre, d'une période quelconque de services sur les bâtiments de la flotte, à moins qu'ils n'aient été dispensés pour cause d'infirmités.

6. Le nombre des prud'homies pêcheurs de chaque juridiction est fixé à trois ou cinq.

Il sera déterminé par le préfet maritime, suivant l'importance des juridictions.

7. Les prud'homies sont choisis parmi les membres de la communauté, âgés de quarante ans, ayant exercé la pêche pendant dix années dans la juridiction et justifiant de trois années de services à l'État comme marins, à moins qu'ils n'aient été dispensés pour cause d'infirmités.

Les fonctions de prud'homies ne peuvent être exercées que par les marins français ou naturalisés.

8. Les parents ou alliés, jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peuvent être simultanément nommés aux fonctions de prud'homme pêcheur.

Les patrons qui ont été condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ainsi que ceux qui ont subi trois condamnations par application de la loi du 9 janvier 1852, ne peuvent être nommés à aucun des emplois de la communauté.

Sont également exclus de tout emploi de la communauté les patrons qui sont restés débiteurs de la caisse de la prud'homie.

9. La liste des patrons pêcheurs est constamment affichée dans la salle de la prud'homie.

Les inscriptions et radiations n'ont lieu que sur la production d'une pièce émanée de l'autorité maritime, énonçant les titres d'admission ou les motifs de radiation.

10. Le commissaire de l'inscription maritime préside la prud'homie réunie en assemblée générale; il ne peut déléguer cette présidence qu'à un fonctionnaire du commissariat ayant rang d'officier.

11. Tous les ans, le premier dimanche de la dernière quinzaine de décembre, ou le lendemain de Noël, les patrons pêcheurs sont convoqués à l'effet de procéder, sous la présidence du commissaire de l'inscription maritime ou d'un fonctionnaire du commissariat ayant rang d'officier, à l'élection des prud'homies pêcheurs.

Cette élection a lieu à haute voix, sur l'appel nominal, fait par le secrétaire archiviste, de tous les membres de la communauté.

L'administrateur qui a présidé l'assemblée et les prud'homies en exercice composent le bureau et procèdent au dépouillement des votes.

Les résultats de cette opération sont constatés dans un procès-verbal signé par le président et par le secrétaire archiviste.

12. Les élections des prud'homies pêcheurs sont individuelles; elles commencent par le président, lequel doit être choisi exclusivement parmi les anciens prud'homies, et se continuent par ordre de priorité jusqu'à celui qui occupera le dernier rang.

13. L'élection se détermine par la majorité absolue des voix. Dans le cas où les candidats réunissant le plus de voix ne l'auraient pas obtenue, il serait procédé à une nouvelle épreuve qui, en tout état de cause, conférerait la charge au candidat qui réunirait le plus grand nombre de voix.

S'il y a égalité dans les suffrages, la préférence sera donnée au plus âgé.

14. Un suppléant prud'homme, dans les localités où les prud'homies sont au nombre de trois; deux, dans celles où ils sont au nombre de cinq, sont élus dans la même forme et remplacent les prud'homies titulaires en cas d'empêchement pour cause de maladie constatée, ou autres motifs dont l'appréciation appartient au commissaire de l'inscription maritime.

15. Les prud'homies pêcheurs sont nommés pour un an et sont indéfiniment rééligibles, pourvu qu'aux élections postérieures à la première ils réunissent la majorité absolue des suffrages.

16. Les prud'homies pêcheurs et les suppléants nouvellement nommés entrent en exercice le premier janvier de chaque année, après avoir prêté le serment ci-après entre les mains du commissaire de l'inscription maritime :

« Je jure de remplir avec conscience et loyauté les fonctions de prud'homme pêcheur. »

Il est dressé procès-verbal de cette prestation de serment.

17. Les attributions des prud'hommes pêcheurs sont déterminées ainsi qu'il suit :

1° Ils connaissent seuls, exclusivement et sans appel, révision ou cassation, de tous les différends et contestations entre pêcheurs survenus à l'occasion de faits de pêche, manœuvres et dispositions qui s'y rattachent, dans l'étendue de leur juridiction.

Par suite, et afin de prévenir autant que possible les rixes, dommages ou accidents, ils sont spécialement chargés, sous l'autorité du commissaire de l'inscription maritime :

De régler entre les pêcheurs la jouissance de la mer et des dépendances du domaine public maritime ;

De déterminer les postes, tours de rôle, sorts ou baux, stations et lieux de départ affectés à chaque genre de pêche ;

D'établir l'ordre suivant lequel les pêcheurs devront caler leurs filets de jour et de nuit ;

De fixer les heures de jour et de nuit auxquelles certaines pêches devront faire place à d'autres ;

Enfin de prendre toutes les mesures d'ordre et de précaution qui, à raison de leur variété et de leur multiplicité, ne sont pas prévues par le présent décret.

2° Ils administrent les affaires de la communauté.

3° Ils concourent, conformément à l'article 16 de la loi du 9 janvier 1852, à la recherche et à la constatation des infractions en matière de pêche côtière.

18. Un extrait du procès-verbal d'élection est remis à chacun des prud'hommes, qui, avant d'entrer en fonctions, prêtent, devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel ils sont domiciliés, le serment dont la teneur suit :

« Je jure de remplir avec fidélité les fonctions de prud'homme pêcheur, de faire exécuter ponctuellement les règlements relatifs à la pêche côtière, de me conformer aux ordres qui me seront donnés par mes supérieurs, et de signaler les contraventions aux règlements sans haine ni ménagements pour les contrevenants. »

Les frais d'enregistrement au greffe et de prestation de serment sont les mêmes que ceux auxquels donnent lieu les for-

malités du même genre à remplir par les autres agents de la marine.

19. Les prud'hommes pêcheurs sont exempts des levées et de tout service public pendant la durée de leurs fonctions.

Cette exemption ne s'applique pas aux suppléants.

20. Comme agents chargés de rechercher, constater et signaler les contraventions aux règlements sur la pêche côtière, les prud'hommes reçoivent des ordres des commissaires et administrateurs de l'inscription maritime et obéissent aux réquisitions des inspecteurs des pêches et des syndics des gens de mer.

Leurs rapports et procès-verbaux sont remis dans les vingt-quatre heures, après avoir été revêtus des formalités voulues, entre les mains du commissaire de l'inscription maritime.

21. Les fonctions de prud'hommes sont gratuites.

Toutefois, ils reçoivent, à titre d'indemnité de frais de costume et autres résultant de leur charge, une allocation proportionnée aux ressources de la communauté. Cette allocation, votée en assemblée générale, est définitivement fixée par le préfet maritime ou le chef du service de la marine, sur la proposition du commissaire de l'inscription maritime.

Lorsqu'ils sont détournés de l'exercice de leur industrie dans l'intérêt des pêcheurs, et sur leur demande approuvée par le commissaire de l'inscription maritime, ils reçoivent, ainsi que le garde qui les accompagne, une indemnité que ce fonctionnaire détermine suivant les circonstances et l'utilité du déplacement.

Les prud'hommes déplacés sur l'ordre du commissaire de l'inscription maritime, dans l'intérêt général du service, sont assimilés aux syndics des gens de mer pour les frais de voyage qui leur sont dus.

22. Les prud'hommes pêcheurs peuvent être révoqués de leurs fonctions par le préfet maritime, après une enquête préalable à laquelle il a été procédé par le commissaire de l'inscription maritime.

La dissolution de la prud'homie peut être prononcée par le ministre de la marine, sur la proposition du préfet maritime ou du chef du service de la marine. Aussitôt après cette dissolution, il est procédé à de nouvelles élections en assemblée générale ; mais les patrons pêcheurs appelés aux fonctions de prud'homme par suite de ces élections exceptionnelles ne peuvent

exercer lesdites fonctions que pendant la période qui reste à courir jusqu'aux élections annuelles.

Tout prud'homme révoqué ne pourra être réélu qu'à la troisième élection annuelle, à compter du jour de sa révocation.

Les prud'hommes qui faisaient partie d'une prud'homie dissoute ne pourront être réélus qu'après un intervalle d'une année au moins, à compter du jour de la dissolution.

Le temps d'exercice d'un prud'homme révoqué ou faisant partie d'une prud'homie dissoute ne compte pas pour obtenir la présidence dévolue en vertu de l'article 12.

Les patrons pêcheurs qui, en pleine connaissance de cause, ne se conformeraient pas aux dispositions qui précèdent seraient immédiatement exclus de la communauté, pour un an au moins et trois ans au plus, sur l'ordre du commissaire de l'inscription maritime.

23. Les prud'hommes s'assemblent tous les dimanches, et toutes les fois que les besoins l'exigent, dans la salle de la prud'homie, sous la présidence du premier prud'homme, qui exerce la police de l'assemblée.

En cas d'empêchement, le premier prud'homme est remplacé par le second, le second par le troisième, et ainsi de suite.

Lorsqu'ils se forment en tribunal, ils ne peuvent être moins de trois, les deux autres ayant été dûment convoqués, si la prud'homie comporte cinq membres, et sont toujours présidés par le premier prud'homme, sauf les cas d'empêchement prévus par l'article 14.

24. Lorsqu'un pêcheur a quelques plaintes ou réclamations à former contre un autre pêcheur, il s'adresse au secrétaire archiviste et le charge de faire citer la partie adverse pour le dimanche suivant.

Le secrétaire archiviste est tenu, sous peine de destitution, de faire cette notification dans les vingt-quatre heures, par tous les moyens dont il dispose, et d'informer le premier prud'homme de l'existence de la contestation.

A la plus prochaine séance, sans autre forme de procès ni écritures, ni ministère d'avoué, d'avocat ou autre personne, le président appelle à la barre le demandeur et le défendeur.

Le tribunal, après avoir entendu publiquement le premier dans sa plainte ou réclamation, le second dans ses moyens de défense ou explications, et, s'il y a lieu, les témoignages qui peuvent éclairer le débat, et après avoir délibéré secrètement,

prononce la sentence, qui est rédigée et signée sur papier libre et sans frais par le secrétaire archiviste de la prud'homie.

Le défendeur qui fait défaut est condamné aux fins de la demande, à moins qu'il ne justifie de l'impossibilité où il s'est trouvé de se présenter.

Dans ce cas, l'affaire est remise au dimanche suivant.

25. Les sentences des prud'hommes sont immédiatement exécutoires.

Si la partie condamnée ne satisfait pas à cette obligation, sa barque et ses filets peuvent être saisis par le garde de la communauté et mainlevée n'en est accordée par le président qu'après parfait paiement.

Lorsque, dans un délai de trois mois, la partie condamnée n'a pas purgé sa condamnation, les objets saisis sont vendus à la criée à la barre du tribunal, et l'excédant du prix de vente sur la somme due au pêcheur en faveur duquel le jugement a été prononcé est encaissé par le trésorier pour être tenu à la disposition de l'ayant droit.

26. Le commissaire de l'inscription maritime, l'administrateur de la marine ou le syndic des gens de mer, suivant les localités, assistent, quand ils le jugent convenable, aux séances et délibérations du tribunal, mais seulement afin de s'assurer que tout s'y passe régulièrement.

27. Lorsque deux tribunaux de prud'hommes prétendent à la connaissance de la même affaire, le conflit de juridiction est porté par la voie hiérarchique devant le préfet maritime ou le chef du service de la marine, si les deux prud'homies sont situées dans le même sous-arrondissement, et devant le préfet maritime, si elles sont situées dans deux sous-arrondissements différents.

28. Les prud'hommes porteront le costume qu'ils ont adopté jusqu'à ce jour dans les localités où ils sont établis.

29. Les prud'hommes pêcheurs sont secondés, dans l'administration des affaires de la communauté, par un secrétaire archiviste et un trésorier, choisis soit parmi les membres de la communauté, soit en dehors.

Ces agents sont élus de la même manière que les prud'hommes, mais ils ne peuvent être nommés qu'à la condition de réunir la majorité absolue des suffrages.

La durée de leurs fonctions est indéterminée; il ne doit être procédé à leur remplacement que par suite d'une délibération

de la communauté réunie en assemblée générale, ou par ordre du préfet maritime, dans la forme prescrite par le paragraphe 1^{er} de l'article 22 du présent décret.

La quotité de leurs appointements est arrêtée dans la même forme que les allocations accordées aux prud'hommes en vertu de l'article 21 du présent décret.

Ils ne portent aucune marque distinctive.

30. Le secrétaire archiviste est chargé de toutes les écritures de la communauté; il a la conservation des archives.

Le trésorier est responsable des fonds et valeurs qui lui sont confiés, ainsi que des erreurs qu'il peut commettre dans sa gestion.

31. Les registres du secrétaire archiviste et du trésorier sont cotés et parafés par le commissaire de l'inscription maritime, à qui ils sont représentés toutes les fois que ce fonctionnaire en fait la demande.

Cette dernière disposition s'applique aussi, suivant les localités, à l'administrateur du sous-quartier ou au syndic des gens de mer.

Tout membre de la communauté a d'ailleurs le droit de compulsur ces registres, qui restent, autant que possible, déposés dans la salle de la communauté.

32. Les recettes et les dépenses ne sont effectuées que sur des mandats délivrés par le premier prud'homme et visés, suivant les localités, par le commissaire de l'inscription maritime, l'administrateur du sous-quartier ou le syndic des gens de mer.

Ces administrateurs peuvent, d'ailleurs, en tout temps vérifier l'état de la caisse.

33. Un ou plusieurs gardes sont attachés à chaque prud'homme. Ils sont nommés de la même manière que le secrétaire archiviste et le trésorier, mais ils peuvent être renvoyés sur un simple ordre du président, sauf à se représenter pour l'année suivante à une nouvelle élection.

Le président qui n'a pas jugé devoir conserver le garde en exercice pourvoit à son remplacement, pour le temps restant à courir jusqu'à la prochaine élection annuelle, par une désignation d'office soumise à la sanction du commissaire de l'inscription maritime.

34. Les gardes sont chargés de la propreté de la salle, de la transmission aux pêcheurs des ordres et convocations adressés

par les prud'hommes, et remplissent les fonctions d'huissier dans les audiences et assemblées.

Ils pourvoient à l'exécution des sentences du tribunal, et requièrent à cet effet, le cas échéant, le concours des gardes maritimes et gendarmes de la marine ou de tous autres agents de la force publique.

Leur costume, fourni par la communauté, reste le même que celui qu'il ont porté jusqu'à ce jour dans chaque juridiction.

35. Les revenus de la communauté se composent :

Du produit de la contribution dite *de la demi-part*;

Du produit des amendes que les prud'hommes peuvent prononcer;

Des rentes sur l'État et autres revenus des biens meubles et immeubles appartenant à la prud'homie.

36. Les revenus sont destinés à subvenir au payement des impôts de toute nature;

Aux frais d'administration, de location d'appartement, d'achat de costumes, d'entretien et achat de mobilier, d'entretien et réparation des immeubles appartenant à la communauté, aux dépenses des cérémonies publiques et du culte;

Aux pensions et secours accordés aux pêcheurs de la juridiction en général, ainsi qu'à leurs veuves ou orphelins.

Les économies faites à la fin de l'année sont, après le prélèvement de la somme jugée nécessaire aux besoins du service, placées, au nom de la communauté, sur la caisse d'épargne ou sur le grand-livre de la dette publique.

Les fonds ainsi placés ne peuvent être retirés sans une délibération prise en assemblée générale et approuvée par le commissaire de l'inscription maritime.

37. Les recettes et les dépenses sont réglées, pour chaque exercice, par un budget voté par la communauté réunie en assemblée générale.

La reddition et l'apurement du compte de l'année écoulée ont également lieu en assemblée générale.

Des expéditions du budget et du compte sont soumises à l'approbation soit du préfet maritime, soit du chef du service de la marine.

38. La contribution dite *demi-part* est due par les pêcheurs à la caisse de la communauté à laquelle ils appartiennent. Lorsqu'ils exercent momentanément leur industrie dans une autre circonscription, elle est due, après le terme de six mois,

à la caisse de la juridiction de laquelle ils relèvent, aux termes de l'article 17 du présent décret.

Les détenteurs de pêcheries sont également soumis à la prestation de la demi-part au profit de la caisse de la prud'homie dans le ressort de laquelle sont situés ces établissements.

Cette prestation sera déterminée, quel que soit le mode d'engagement des hommes de l'équipage, de la même manière que s'ils étaient engagés à la part, et supportée par qui de droit.

39. La demi-part se compose d'un quart d'une part de matelot prélevé sur la portion revenant à l'équipage et d'un quart de la même part prélevé sur la portion revenant au propriétaire de l'embarcation.

Les prud'hommes, afin de s'assurer de la sincérité des déclarations des pêcheurs, auront le droit de se faire délivrer des extraits des carnets des peseurs publics, et de se livrer à toutes autres investigations légales pour faire rentrer à la caisse de la prud'homie les prestations qui lui sont dues.

40. La contribution de la demi-part est payée toutes les semaines, en la salle de la prud'homie, soit au trésorier, soit au fermier, si la perception de cette contribution a été l'objet d'un bail à ferme passé en vertu d'une délibération prise par la communauté réunie en assemblée générale, et approuvée par l'autorité maritime supérieure.

41. Il est permis de substituer au paiement hebdomadaire de la demi-part le régime de l'abonnement conventionnel; toutefois, dans le cas où des patrons pêcheurs seraient reconnus faire choix de l'abonnement avec l'intention d'acquitter une prestation inférieure à la demi-part, les prud'hommes auront le droit de déterminer eux-mêmes le mode de perception qui devra leur être appliqué.

42. Les prud'hommes sont autorisés à poursuivre, le cas échéant, le recouvrement de la demi-part ou de l'abonnement, ainsi que de celui des amendes, en usant des voies de contrainte autorisées par l'article 25 du présent décret.

43. Aucun emprunt, aucune dépense extraordinaire ne peuvent être faits qu'en vertu d'une délibération de la communauté réunie en assemblée générale.

Cette délibération expose explicitement les motifs de la résolution, et, s'il y a lieu, les oppositions qui se sont produites; elle est transmise par le commissaire de l'inscription maritime, soit au préfet maritime, soit au chef du service de la marine, qui approuve ou refuse.

44. Aucun procès ne peut être introduit ni soutenu au nom de la prud'homie qu'en vertu d'une délibération de la communauté réunie en assemblée générale, et sur laquelle il est statué par l'autorité maritime supérieure.

L'inexécution de ces formalités entraîne la responsabilité personnelle des prud'hommes en ce qui concerne les dépenses et dommages attribués à la communauté.

45. Tous ouvrages et fournitures à exécuter pour le compte de la prud'homie sont adjugés avec concurrence et publicité, dans la salle commune, en présence du commissaire de l'inscription maritime ou de son délégué, qui peut s'assurer de la bonne exécution du marché.

46. La teinture des filets peut être mise, en vertu d'une décision prise en assemblée générale, à la charge de la communauté; dans ce cas, les prud'hommes dirigent eux-mêmes l'opération ou la mettent en ferme, si la décision les y autorise.

Un tarif spécial de remboursement des frais de teinture est arrêté en assemblée générale et reste constamment affiché dans la salle de la prud'homie.

47. Des amendes d'un franc à quarante francs pourront être prononcées par les prud'hommes dans les cas ci-après :

1° Contre les patrons qui, régulièrement convoqués, n'assisteraient pas, sans motif valable, aux assemblées générales ou autres;

2° Contre ceux qui ne se conformeraient pas au tour de rôle établi pour la teinture ou l'étendage des filets;

3° Contre ceux qui seraient convaincus de manœuvres tendant à les soustraire, en tout ou en partie, au paiement de la demi-part ou de l'abonnement;

4° Contre ceux qui se présenteraient dans la salle avec armes ou bâtons;

5° Contre ceux qui troubleraient l'ordre dans les audiences ou assemblées;

6° Contre ceux qui refuseraient les témoignages, explications ou arbitrages réclamés par le tribunal;

7° Contre ceux qui ne feraient pas teindre leurs filets dans les chaudrons de la communauté, établis dans la forme voulue par l'article 46;

8° Contre ceux qui auront commis des infractions aux règles et usages adoptés pour le partage de la mer entre les pêcheurs.

Le montant de ces amendes sera versé dans la caisse de la communauté; le secrétaire archiviste sera tenu de donner au

commissaire de l'inscription maritime avis de la condamnation dans les vingt-quatre heures qui la suivront.

Si les infractions prévues par le présent article offrent un caractère inusité de gravité, une exclusion temporaire ou définitive de la communauté peut être ajoutée à l'amende par le commissaire de l'inscription maritime.

48. Dans les quartiers où les postes sont tirés au sort, cette opération aura lieu d'après les règles suivantes :

1° Le droit de participer au tirage ne pourra être revendiqué que par les patrons pêcheurs réunissant les conditions déterminées par l'article 5 ;

2° Le tirage continuera d'être effectué par les soins de la prud'homie, sous la présidence et avec la sanction du commissaire de l'inscription maritime ou de son délégué ;

3° Le poste qui ne sera pas occupé par le titulaire appartiendra de droit au pêcheur qui aura obtenu au tirage le premier des billets blancs qui seront placés dans l'urne à cet effet, et ainsi de suite.

4° La liste des postes de pêche et des pêcheurs auxquels ils seront échus sera constamment affichée dans la salle de la prud'homie.

49. Le droit au tirage des postes ainsi qu'aux tours de rôle, sorts ou baux, stations et lieux de départ établis pour l'exploitation de certains genres de pêche, n'est pas restreint à la circonscription du syndicat ou du quartier dans lequel a lieu la pêche.

S'il s'agit de postes, tours de rôle, sorts ou baux, stations et lieux de départ à régler dans le même quartier, le commissaire de l'inscription maritime statuera sur les réclamations des pêcheurs écartés par la prud'homie, en se basant sur les moyens dont ces pêcheurs disposent pour exploiter efficacement le genre de pêche soumis au sort, au tour de rôle, etc.

Dans les havres, baies, anses, rades, étangs, etc., dépendant de deux quartiers, les commissaires de l'inscription maritime respectifs s'entendront pour faire participer tous les pêcheurs indistinctement au bénéfice du tirage au sort, tour de rôle, etc., sauf à en réserver à l'autorité supérieure, en cas de dissentiment.

50. Les pêcheurs étrangers admis ou tolérés sur nos côtes de la Méditerranée sont soumis à la juridiction des prud'hommes pêcheurs, à la contribution de la demi-part, ainsi qu'à l'accomplissement des prescriptions réglementaires relatives à la police de la pêche et de la navigation maritimes.

Ils jouissent des avantages réservés aux membres de la communauté de laquelle ils relèvent; mais ils ne peuvent, toutefois, exercer leur industrie dans les étangs salés.

Ils doivent dès leur arrivée, et avant de commencer leurs opérations, déposer leurs expéditions au bureau de l'inscription maritime pour y recevoir un rôle d'équipage.

Ils se font ensuite inscrire au secrétariat de la prud'homie et soumettent à la visite des prud'hommes leurs filets et engins, qui doivent avoir les mêmes dimensions que ceux des pêcheurs de la communauté.

Le rôle d'équipage ne leur est délivré et leurs expéditions ne leur sont rendues que sur la présentation d'un certificat du premier prud'homme constatant, à l'arrivée, que leur armement de pêche est régulier; au départ, qu'aucune réclamation n'est élevée contre eux.

51. Toute création, toute extension ou suppression de prud'homie est consacrée par un décret rendu sur le rapport du ministre de la marine.

52. Les prud'homies relèvent exclusivement de l'autorité maritime. Il est interdit aux maires, conseils municipaux et autres autorités d'intervenir directement ou indirectement dans les affaires de la communauté.

Toute réclamation faite par les prud'hommes dans l'intérêt de la communauté doit être soumise au commissaire de l'inscription maritime.

53. Il est défendu aux officiers et agents chargés de la police des pêches d'exiger ou de recevoir des pêcheurs une rétribution quelconque, soit en nature, soit en argent, sous peine d'être poursuivis comme concussionnaires.

Il leur est également interdit de prendre, directement ou indirectement, un intérêt dans la pêche ou dans le commerce du poisson frais ou du coquillage.

Cette dernière prohibition ne s'applique pas aux prud'hommes pêcheurs.

54. Les contraventions aux lois et règlements sur la pêche côtière peuvent être constatées par tous les agents de la marine, à quelque quartier ou station qu'ils appartiennent.

55. Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs des pêches portent l'uniforme ci-après décrit :

Redingote en drap bleu, à collet rabattu et croisant sur la poitrine, avec deux rangs de boutons à l'ancre en cuivre doré :

Ancre brodées en or, au collet et aux parements; pantalon bleu sans bandes;

Casquette en drap bleu, conforme au modèle adopté dans la marine militaire, avec une ancre et une aigle en or sur la cuve;

Sabre suspendu à un ceinturon de cuir verni dont l'agrafe, en cuivre doré, porte une ancre en relief.

Dans les cérémonies publiques, la casquette est remplacée par un chapeau à trois cornes, avec une ganse ou galon en or mat.

TITRE II.

LITTORAL DE L'ARRONDISSEMENT; LIMITES DE LA PÊCHE MARITIME ET DE LA ZONE DANS L'ÉTENDUE DE LAQUELLE LE PRÉSENT DÉCRET EST APPLICABLE SUR LES FLEUVES, RIVIÈRES ET CANAUX.

56. Le littoral de l'arrondissement de Toulon, divisé en trois sous-arrondissements (Toulon, Marseille et la Corse), se compose des quartiers de Port-Vendres, Narbonne, Agde, Cette, Arles, Martignes, Marseille, la Ciotat, la Seyne, Toulon, Saint-Tropez, Antibes et Bastia.

Il s'étend de la frontière d'Espagne à celle d'Italie et comprend, en outre, l'île de Corse.

57. La pêche est libre, sans fermage ni licence, à la mer, sur les côtes, dans les étangs salés, ainsi que dans les fleuves, rivières, canaux, plans ou cours d'eau communiquant directement ou indirectement avec la mer, jusqu'aux limites de l'inscription maritime.

Toutefois, les dispositions du présent décret ne sont applicables, dans les fleuves, rivières, canaux, etc., que jusqu'au point de cessation de la salure des eaux. Entre ce point et les limites de l'inscription maritime, la pêche, quoique libre et exempte de licence, est soumise aux mesures d'ordre et de police édictées en vertu de la loi du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale.

La pêche reste soumise à toutes les dispositions du présent décret dans la partie salée de ceux desdits étangs et canaux, portions d'étangs ou de canaux, qui sont possédés par des communes ou des particuliers, et ne peut être exploitée, dans les limites de l'inscription maritime, que par des marins inscrits.

Les limites de la pêche libre régie par le présent décret, celles de la pêche libre régie par la loi du 15 avril 1829, dans les fleuves, rivières et canaux, et celles de la pêche maritime dans les canaux appartenant à des particuliers, sont déterminées par le tableau suivant :

QUARTIERS.	FLEUVES, RIVIÈRES ou canaux.	LIMITES	
		de l'inscription maritime.	de la salure des eaux.
Aude.		Canton de Quillan inclus.....	Bac de Fleury, à 7,300 mètres de la mer.
	Robine ou canal de l'Aude à la Nouvelle.	Sur tout son parcours.....	Écluse de Mandirac, à 12,885 mètres de la Nouvelle.
	Rigole ou épanchoir de Mandirac.	Idem.....	À 450 mètres de la grande chaussée de Mandirac tirant vers l'étang de Bages.
Narbonne.	Canal de la Nouvelle ou des Carrières.	Idem.....	Sur tout son parcours.
	Hérault.....	À la chaussée d'Agde dite du Moulin.	À la chaussée d'Agde dite du Moulin.
Agde.	Orb.....	Au Roule ou Pas de Los Egos...	Au Roule ou Pas de Los Egos.
	Canal du Midi.....	À la première écluse en allant de l'étang de Thau à Béziers (écluse du Bagnas).	À la première écluse en allant de l'étang de Thau à Béziers (écluse du Bagnas).
Certe.	Canal de Cette.....	Sur tout son parcours.....	Sur tout son parcours.
	de la Peyrade.....	Idem.....	Idem.
	des Étangs.....	Idem.....	Idem.
	latéral à l'étang de Mauguio.	Idem.....	Idem.
	de la Robine de Vie.....	Idem.....	Idem.
	du Grau du Lex.....	Au niveau inférieur de la troisième écluse.	Au niveau inférieur de la troisième écluse.
	du Grau de Pérols.....	Sur tout son parcours.....	Sur tout son parcours.
	dit le Canalet.....	Idem.....	Idem.
	de Lunel.....	Idem.....	Idem.
	de Mauguio (dit la Saison).	Idem.....	Idem.
Certe.	de Carnon.....	Idem.....	Idem.
	de la Pyramide.....	Idem.....	Idem.
	de Candillargues.....	Idem.....	Idem.
	Rivière la Moisson.....	Depuis son embouchure dans le Lex jusqu'à la maçonnerie qui existe sur la rive droite à 200 mètres environ du fossé de séparation de la propriété de M. de Paul.	Depuis son embouchure dans le Lex jusqu'à la maçonnerie qui existe sur la rive droite à 200 mètres environ du fossé de séparation de la propriété de M. de Paul.
	Canal de la Radelle.....	Sur tout son parcours.....	Sur tout son parcours.
	du Grau du Roi.....	Idem.....	Idem.
	du Bourgideu.....	Idem.....	Idem.
	de Peccais.....	Idem.....	Idem.
	de Sylvéral.....	Idem.....	Idem.
	de Beaucaire.....	Idem.....	Idem.
Rivière le Vidourle.....		Au pont suspendu de Saint-Laurent.	Au pont suspendu de Saint-Laurent.
		Sur tout son cours.....	Sur tout son cours.
		Idem.....	Idem.
Rhône vif.....		Idem.....	Idem.
	Rhône dit Saint-Roman.....	Idem.....	Idem.
	Rhône mort.....	Idem.....	Idem.
Canal de Beaucaire.....		(Voir plus haut, quartier de Cette.)	(Voir plus haut, quartier de Cette.)
		Pointe nord de l'île de Vallabrégues.	Cabanes dites du Levant, au pavillon Surell.
Arles.	Rhône.....	Petite branche.....	À l'écluse du canal de Sylvéral.
		Sur tout son cours.....	Eaux douces.
Canal d'Arles à Bouc.....		Idem.....	Idem.
		(Voir plus haut, quartier d'Arles.)	À l'écluse de l'Étourneau.
Martignes.	Idem.....	Idem.....	Idem.

TITRE III.

DISTANCE DE LA CÔTE AINSI QUE DES GRAUS, EMOUCHURES DE RIVIÈRES, ÉTANGS OU CANAUX, À LAQUELLE LES PÊCHEURS DEVRONT SE TENIR.

58. Sauf les exceptions prévues par le présent décret, toute espèce de pêche est interdite sur la côte, du 1^{er} mars au 30 juin, à moins de trois cents mètres de l'ouverture des ports, des graus, des étangs salés et de l'embouchure des fleuves, rivières et canaux affluant à la mer, tant en avant que des deux côtés des ouvertures, graus et embouchures.

Aucune pêche ne pourra pareillement être exercée dans les étangs, pendant la même période, à moins de cinquante mètres de l'embouchure des canaux ou cours d'eau qui y conduisent. (Article 8, § 1^{er}, de la loi du 9 janvier 1852.)

59. Du 1^{er} juillet au dernier jour de février, toute espèce de pêche est interdite, soit sur la côte, soit dans les étangs salés, ainsi que dans les fleuves, rivières et canaux, à une distance moindre de vingt-cinq mètres des embouchures. (Article 8, § 1^{er}, de la loi du 9 janvier 1852.)

TITRE IV.

ÉPOQUES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE DES DIFFÉRENTES PÊCHES, INDICATION DE CELLES QUI SONT LIBRES PENDANT TOUTE L'ANNÉE, HEURES PENDANT LESQUELLES LES PÊCHES PEUVENT ÊTRE PERMISES.

60. La pêche des langoustes et homards est interdite du 15 août au 15 février.

La pêche des huîtres, lustres et moules, à la mer, sur la côte, dans les ports, étangs et canaux, ouvre le 1^{er} septembre et ferme le 30 avril; elle n'est permise que pendant le jour.

La pêche des praires et des clovisses est ouverte, sur la côte, pendant toute l'année, du lever au coucher du soleil.

La même pêche n'est permise, dans les ports et étangs, que du 1^{er} septembre au 31 mai, et dans les canaux, que du 1^{er} septembre au 30 avril, pendant le jour seulement.

La pêche des anguilles avec filets ou engins à mailles n'est permise, dans les ports, étangs et canaux, que du 1^{er} septembre au 31 mai.

La pêche des oursins est ouverte toute l'année, mais pendant le jour seulement.

Toute pêche à pied des coquillages est interdite dans les

ports, étangs et canaux; celle du poisson n'y est permise qu'à la ligne et au filet, dans les conditions déterminées par le présent décret. (Articles 7, § 3^o, 8, § 1^o, et 14 de la loi.)

61. Les langoustes ou homards, huîtres et moules trouvés sur des bateaux pêcheurs pendant l'époque d'interdiction de cette pêche seront immédiatement saisis.

Il en sera de même des clovisses, praires et anguilles trouvées sur des bateaux pêcheurs arrivant des lieux où cette pêche est momentanément interdite. (Articles 7, § 2^o, et 14 de la loi.)

62. La pêche des huîtres, moules, praires, clovisses et autres coquillages n'est permise, même pendant les périodes d'ouverture, que sur les huîtres, moulières et autres bancs dont le préfet maritime ou le chef du service de la marine aura autorisé l'exploitation.

63. La pêche des poissons d'eau douce qui peuvent se trouver momentanément en aval du point de cessation de la salure des eaux, dans les fleuves, rivières et canaux affluant à la mer, ouvre et ferme aux époques prescrites par les règlements rendus en vertu de la loi du 15 avril 1829.

64. Sauf les exceptions prévues par l'article 60 du présent décret, toute espèce de pêche est interdite dans les ports, étangs, fleuves, rivières et canaux où les eaux sont salées, depuis le 1^{er} mars jusqu'au 30 juin.

Toutefois, si, pendant cette période d'interdiction, la sardine apparaissait dans les étangs, le commissaire de l'inscription maritime, d'après le compte qui lui en serait rendu par les prud'hommes pêcheurs ou les agents de la marine, pourrait autoriser la pêche exceptionnelle de ce poisson dans les conditions suivant lesquelles elle se pratique à la mer au moyen des filets flottants. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

65. La pêche est permise pendant toute l'année sur les côtes et à la mer en se conformant aux dispositions du présent décret.

TITRE V.

RETS, FILETS, ENGINES, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODÈS

DE PÊCHE PROHIBÉS.

Les filets fixes sont ceux qui sont tenus au fond au moyen de piquets ou de poids et qui ne changent pas de position une fois calés.

Sont également considérés comme filets fixes ceux qui, atta-

chés à un point fixe, soit à terre, soit à bord d'une embarcation à l'ancre ou amarrée à terre, sont manœuvrés de manière à ne pas traîner au fond.

Les filets flottants sont ceux qui vont au gré du vent, du courant ou de la lame, sans jamais s'arrêter ou traîner au fond.

Les filets traïnants sont ceux qui, coulant au fond au moyen de poids placés à la partie inférieure, y sont promenés sous l'action d'une traction quelconque, quelque restreint que soit l'espace parcouru, quelque faible que soit la traction et de quelque manière qu'elle s'exerce.

66. Sont prohibés dans l'étendue du cinquième arrondissement :

1° Tous les filets fixes à simple, double ou triple nappe ci-après désignés ou autres, quelle que soit leur forme ou leur dénomination, dont la plus petite maille, soit du filet simple, soit du filet principal, aura moins de vingt millimètres en carré, savoir :

Battude, sotte ou armailade, aragnole, réclare ou schietta, hautée ou battude de poste, battude du large, combrière ou escombrière, palamidière ou bestinara, thonaire, boguère, aiguillère, paradière et gangui fixe, autres que ceux employés à la pêche spéciale des anguilles, tis, tics ou oiselières ;

Romatière, croupatière, ségetière, entremailade, trémaillade, entremaille, trémail, entremaux, tis, battudes à trois nappes, alozat, payolle, tramaux ou rets tramaillés, tremaci ;

Carré, globe, calen, lampe à croc ou venturon, mugelière ;

Canard, cannat, sautade ou bond. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

Sont toutefois exceptés :

La rissole ou socletière spécialement affectée à la pêche des soclets et dont la maille pourra être réduite à dix millimètres au moins en carré, à la condition que ce filet sera formé d'un fil très-fin, dont un spécimen sera déposé dans chaque prud'homme pour servir à constater les infractions (articles 7, § 3°, et 14 de la loi) ;

Les pantannes, brégels, paradières, études ou esturies, ganguis fixes, trabacs ou trabacons, dont la plus petite maille ne pourra pareillement être inférieure à dix millimètres en carré.

Ces derniers filets sont spécialement affectés à la pêche des

anguilles et ne peuvent être calés que pendant la période où cette pêche est permise. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

Tout filet appartenant aux catégories qui précèdent sera considéré comme procédé ou mode de pêche prohibé, s'il est employé de manière à traîner au fond, au lieu d'y être attaché à poste fixe. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

Dans les filets à double ou triple nappe, ceux des côtés auront toujours au moins une maille triple de celle du filet principal. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

2° Tous les filets flottants ci-après désignés ou autres, quelle que soit leur forme, leur dénomination ou la dimension de leurs mailles, dont la partie inférieure traînera au fond, ou qui seront employés de manière à stationner au fond, savoir :

Veyradiers ;

Courantille, thonaire ;

Sardinal ou menaica ;

Anchoubet ;

Rissole, boguère et aiguillère. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

3° Les filets traïnants autres que ceux qui sont ci-après décrits.

Le bœuf ou gangui traîné par deux bateaux :

Ce filet est formé d'une poche à laquelle sont adaptées deux ailes.

La longueur totale des deux ailes, jointe au plus grand diamètre de la poche, ne pourra excéder trente-cinq mètres.

La poche ou manche aura la forme d'un sac conique tronqué sans étranglement ; les mailles, lacées de suite, auront au moins vingt millimètres en carré intérieurement à la queue ou sac, coup ou bourse ; ladite queue ne pourra être fabriquée qu'avec un fil d'un centimètre de circonférence au plus. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

La vache, tartane ou gangui traîné par un seul bateau (formé de la même manière que le précédent) :

La longueur totale des deux ailes, jointe au plus grand diamètre de la poche, n'excédera pas vingt mètres ; la maille de la queue, du pin ou chaudron, mesurée intérieurement, aura au moins, comme celle du gangui-bœuf, vingt millimètres en carré, et ladite queue ne pourra également être fabriquée qu'avec un fil d'un centimètre de circonférence au plus. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

Les bateaux affectés à la pêche aux bœufs ou au gangui traîné par un seul bateau, ainsi qu'au filet ci-après désigné sous le nom de fourcade, ne pourront sortir qu'une demi-heure avant le lever du soleil et devront être rentrés une demi-heure après son coucher, sauf, dans ce dernier cas, les événements de force majeure dûment justifiés. (Article 8, § 1^o, de la loi.)

Dans les parages autres que ceux qui sont désignés aux titres des quartiers, les bateaux-bœufs ne pourront se mettre en pêche que par un fond de vingt-cinq mètres tirant au large; cette profondeur est réduite à quinze mètres tirant au large pour les bateaux isolés auxquels il ne serait pas affecté de parages particuliers. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Le moulinet, fourcade ou faux gangui :

Ce filet, formé de la même manière que les précédents, ne sera traîné qu'au moyen d'un tourniquet ou vireveau; sa plus petite maille, à la queue, au pin ou chaudron, ne sera pas inférieure à vingt millimètres en carré.

La longueur totale des deux ailes, jointe au plus grand diamètre de la poche, n'excédera pas dix-huit mètres; celle de la perche destinée à soutenir l'ouverture n'excédera pas huit mètres. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

La fourcade pourra être employée, sauf les dispositions particulières mentionnées aux titres des quartiers, à partir de trois mètres de profondeur, à la condition que le filet formant la ralingue inférieure n'aura pas plus de dix centimètres de circonférence, et que le poids des plombs qui y seront attachés n'excédera pas un kilogramme par mètre de longueur totale du filet. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

L'emploi du bœuf, du gangui et de la fourcade n'est autorisé, à la mer, que du 1^{er} juin au dernier jour de février; la fourcade seule sera permise dans les étangs du 1^{er} octobre au dernier jour de février. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Eissaugue, traîne, boulier, bregin ou sciabica :

Ces filets sont formés, comme les guanguis, d'une poche et de deux ailes.

La longueur totale des deux ailes, jointe au plus grand diamètre de la poche, ne pourra excéder trois cent cinquante mètres, ni être inférieure à cent mètres; la poche ou manche aura la forme d'un sac conique tronqué sans étranglement; les mailles, lacées de suite, auront au moins vingt millimètres en carré au chaudron, queue ou sac; le poids total de la ralingue

inférieure et des plombs qui y seront adaptés n'excédera pas deux cent cinquante grammes par mètre courant moyen. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Les bateaux affectés à ce genre de pêche auront un personnel minimum de douze individus portés sur le rôle d'équipage. (Article 9 de la loi.)

Les eissaugues, traînes, bregins, bouliers et sciabiche ne peuvent être ni traînés ni remorqués à la voile ou à l'aviron; on doit les haler à bras du large à terre. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Il est formellement défendu de les traîner le long du rivage. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Il est également défendu de faire le boon à barri, c'est-à-dire de les haler à bord du bateau. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

L'emploi en est interdit, sur la côte, du 1^{er} mars au dernier jour de mai; dans les étangs, du 1^{er} mars au dernier jour de septembre; il ne sera permis pendant la nuit qu'en vertu d'une autorisation spéciale du commissaire de l'inscription maritime. (Articles 7, § 3^o, 8, § 1^o, et 14 de la loi.)

Sciabicotto :

Ce filet est spécial au quartier de Bastia; sa description et les conditions dans lesquelles il doit être employé sont déterminées au titre de ce quartier.

4^o Les divers filets, engins et procédés autres que ceux qui sont ci-après désignés :

L'épervier, rais, raisson ou rezzajo :

Les mailles de ce filet auront au moins trente millimètres en carré; et la ralingue, y compris les poids qui y sont adaptés, ne devra pas peser plus de dix kilogrammes.

L'usage n'en est permis qu'en bateau. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Le gangui à chevette, chevrotière, cambaroutière ou crevotière :

Les mailles de ce filet, dont la longueur n'excédera pas quatre mètres, seront lacées de suite et auront au moins neuf millimètres en carré.

Il sera monté sans rétrécissement sur une fourche ou un demi-cercle en bois auquel sera adapté un manche.

La traverse consistera en un morceau de bois demi-cylindrique dont la partie convexe sera portée sur le fond; cette traverse aura au plus un mètre cinquante centimètres de lon-

gueur sur dix centimètres d'épaisseur; on pourra appliquer sur la partie plate une plaque de plomb dont le poids ne dépassera pas un kilogramme.

Si les localités ou la nature des fonds ne permettent pas de faire efficacement usage de cet engin dans de telles conditions, le préfet maritime ou le chef du service, après s'en être dûment assuré, pourra autoriser la substitution à la traverse en bois d'une tringle en fer du poids de quatre kilogrammes au plus. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

La chevrotière sera exclusivement employée à la pêche des chevrettes; l'usage en est permis, dans le jour seulement, du 1^{er} octobre au dernier février.

Le manche de la chevrotière pourra être remplacé par une corde halée à bord au moyen d'un vireveau. (Articles 7, § 3^o; 8, § 1^o, et 14 de la loi.)

Gangui ou drague à huîtres:

Les mailles du filet dont se compose cet instrument auront intérieurement au moins quarante-cinq millimètres en carré, si elles sont en chanvre ou en cuir, et cinquante-cinq millimètres en diagonale ou en diamètre, si elles sont en fil de fer.

Le poids total de la drague, non compris la corde ou chaîne de traction, ne pourra excéder vingt-cinq kilogrammes.

Cet engin est exclusivement affecté à la pêche des huîtres et ne pourra être employé qu'à cette pêche. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Râteau ou drague à moules, praires et clovisses:

Les mailles du filet adapté à cet instrument auront au moins vingt-deux millimètres en carré pour la pêche des praires, et dix-huit millimètres en carré pour celle des moules et des clovisses.

Le poids du râteau, non compris les accessoires, est fixé à trois kilogrammes au plus.

Le râteau, tel qu'il est ci-dessus spécifié, est exclusivement affecté à la pêche des clovisses, praires et moules, et ne pourra être employé qu'à cette pêche. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Grappette:

Cet instrument ne pourra être employé qu'à la pêche des praires, clovisses et oursins; il consiste en une pelle en fer à laquelle sont angulairement fixées un certain nombre de dents: la largeur de cette pelle ne pourra excéder dix centimètres.

L'usage de la drague à huîtres, du râteau et de la grappette

est formellement interdit aux pêcheurs à pied. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Les dragues à huîtres et à moules porteront les lettres et les numéros des bateaux auxquels elles appartiennent. (Article 9 de la loi.)

La présence, à bord de tout bateau, d'une drague à huîtres, d'un râteau à clovisses ou à moules, ou d'une grappette, pendant la période d'interdiction de la pêche de ces coquillages, constituera une contravention. (Article 7, § 1^o, de la loi.)

Hameçons:

La pêche à l'hameçon, ou pêche à la ligne ou aux palangres, est permise pendant toute l'année sur la côte, et du 1^{er} juillet au dernier jour de février dans les étangs, ports et canaux. (Articles 8, § 1^o, et 14 de la loi.)

Nasses, nances, lances, claies, paniers, casiers, jambins, bertoulens, boironnières, garbelles, girelières, servés ou réserves:

L'usage en est permis toute l'année sur la côte, et du 1^{er} juillet au dernier jour de février dans les étangs, sous les réserves énoncées dans les articles 58 et 59 du présent décret.

Les mailles de ces divers engins, qu'ils soient entièrement formés de filets d'osier à jour ou d'osier et de filet, devront présenter à l'intérieur vingt millimètres au moins de côté, pour les mailles carrées, et trente millimètres au moins de chaque côté, pour les mailles triangulaires.

Toutefois, les dimensions ci-dessus sont réduites à dix millimètres (mailles carrées) et quinze millimètres (mailles triangulaires) pour les nasses, nances, jambins, etc., employés dans les étangs, ports et canaux pendant la période d'ouverture de la pêche des anguilles. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

L'emploi des nasses est complètement interdit aux pêcheurs à pied. (Articles 7, § 3^o, et 14 de la loi.)

Les lettres et numéros du bateau seront indiqués sur chacun de ces engins.

Ceux qui seraient dépourvus de ces indications, et qui ne seront pas réclamés un mois après la saisie qui en sera faite par les agents de la marine, seront, s'ils présentent d'ailleurs les dimensions réglementaires, vendus au profit de la caisse des invalides de la marine, sauf déduction du cinquième du prix du produit attribué à l'agent qui aura constaté la contravention. (Article 9 de la loi.)

S'ils sont de nature prohibée, la saisie sera déferée au tribunal correctionnel. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

Fichouire, foène, foscine, trident, harpon, dard :
Les instruments de ce genre n'auront pas plus de sept dents, écartées les unes des autres de vingt-cinq millimètres.

L'usage n'en est permis qu'en bateau. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

Radasse :

Ce procédé sera exclusivement employé à la pêche des oursins; il est interdit en tout temps dans les étangs, ports et canaux.

L'amas de filets usés formant la radasse n'aura pas plus de un mètre cinquante centimètres de longueur sur cinquante centimètres de largeur et d'épaisseur. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

Phastier ou phestier :

La pêche au feu est interdite du 15 février au 15 novembre. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

67. Sont également prohibés :

Les rets, filets, engins, instruments, modes et procédés de pêche qui, quoique autorisés d'une manière générale, seraient employés dans un quartier où l'usage n'en est pas permis par une disposition spéciale du présent décret.

Toutefois, les rets, filets, engins, instruments, modes et procédés de pêche dont l'usage est autorisé d'une manière générale dans l'arrondissement, mais qui ne sont pas mentionnés au titre de chaque quartier, pourront y être ajoutés ou en être retranchés en vertu d'une décision du ministre de la marine.

68. Sont prohibés, notamment, les filets, engins, instruments, modes et procédés de pêche ci-après désignés :

Le tartanon,

Le tirasse,

Le sauret,

Le petit bregin ou bourgin, boulichon, boulier dit *catole* et boulier de *pieu*,

Le sciabicotto des paragai (soclets);

La crespine ou filet à mailles étroites attaché à la queue des ganguis ou autres filets traînants;

Les grappins destinés à enlever, dans les ports et rades, les étoupes, cordages et autres objets où s'abrite le poisson;

La palangre en pendis. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

69. Les rets, filets, instruments, modes et procédés de pêche non dénommés en l'article 66 ne pourront être mis en usage qu'en vertu d'un décret.

70. Les mailles des filets de toute espèce devront présenter les dimensions réglementaires lorsque ces filets sont imbibés d'eau. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

TITRE VI.

MESURES D'ORDRE ET DE POLICE POUR LA PÊCHE EN FLOTTE.

71. Les bateaux de pêche mouillés ou dérivant pendant la nuit porteront un feu à l'étrave pour indiquer leur position. (Article 8, § 2°, de la loi.)

72. Les pêcheurs aux filets flottants dits *thonaires* continueront de jouir, comme par le passé, d'une part sur le produit de la pêche du thon dite à la *seinche*, pourvu qu'ils arrivent sur les lieux avant que la seinche ne soit formée.

73. Les pêcheurs qui caleront des filets fixes dans les profondeurs d'eau où se pratique la pêche aux arts flottants ne pourront s'assurer de la situation de leurs filets autrement que par des relèvements.

En cas d'infraction à cette disposition, les pêcheurs aux filets flottants sont autorisés à couper toutes bouées ou signaux placés auxdits filets fixes; ils en opéreront le dépôt à la prud'homie, après avoir fait préalablement leur rapport au commissaire de l'inscription maritime. (Article 8, § 2°, de la loi.)

TITRE VII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES PROPRES À PRÉVENIR LA DESTRUCTION DU

FRAI ET À ASSURER LA CONSERVATION DU POISSON ET DU COQUILLAGE, NOTAMMENT CELLES RELATIVES À LA RÉCOLTE DES HERBES MARINES; CLASSIFICATION DU POISSON RÉPUTÉ FRAI, DIMENSIONS AU-DESSOUS DESQUELLES LES DIVERSES ESPÈCES DE POISSONS ET DE COQUILLAGES NE POURRONT PAS ÊTRE PÊCHÉES ET DEVRONT ÊTRE REJETÉES À LA MER, OU, POUR LES COQUILLAGES, DÉPOSÉES EN DES LIEUX DÉTERMINÉS.

74. Les commissaires de l'inscription maritime, sur la demande des prud'hommes, et après s'être concertés avec l'autorité municipale et, s'il y a lieu, avec le service des ponts et chaussées, autorisent l'ouverture ou la fermeture des graus que

des travaux d'art ne maintiennent pas constamment ouverts; cette autorisation est soumise, dans les huit jours, à l'approbation du préfet maritime par la voie hiérarchique.

Les frais de ces opérations sont supportés par les communautés.

75. Les pêcheurs devront faire sur les lieux mêmes de la pêche le triage des huîtres, moules, clovisses et praires qu'ils auront prises dans leurs filets, afin de rejeter au fond celles qui n'auraient pas les dimensions réglementaires, de même que les fragments d'écailles, sables, graviers et autres productions marines.

Toutes huîtres, moules et clovisses pêchées en temps prohibé devront également être rejetées à la mer. (Article 7, § 2°, de la loi.)

76. Il est défendu de jeter sur les huîtriers, moulrières, bancs ou dépôts de coquillages, des immondices ou du lest de navire. (Article 7, § 2°, de la loi.)

77. Les moules cueillies à la main ne pourront être détachées qu'avec des couteaux de vingt centimètres de longueur et de cinq centimètres de largeur au plus.

Il est défendu de les arracher à poignées. (Article 7, § 2°, de la loi.)

78. Les diverses herbes marines connues sous le nom d'algues sont classées ainsi qu'il suit :

Les algues venant épaves à la côte;

Les algues vives et les algues épaves sur les eaux.

Il est permis à toute personne de recueillir en tout temps et en tout lieu les algues jetées par les flots sur les grèves ou sur les bords des étangs, ports et canaux, et de les transporter où bon lui semble.

Toutefois, les algues épaves qui se trouvent dans l'intérieur des pêcheries appartiennent aux détenteurs de ces établissements.

79. La récolte des algues vives ne pourra se faire, dans les étangs, qu'en vertu d'une décision du préfet maritime ou du chef du service de la marine. (Article 7, § 2°, de la loi.)

Elles appartiennent exclusivement aux marins inscrits, ainsi que celles qui sont épaves sur les eaux, et la récolte des unes et des autres ne peut être faite qu'au moyen d'embarcations munies de rôles d'équipage.

Il en est de même de celles que le service des ponts et chaus-

sées jugerait utile de faire couper ou extraire dans les ports et canaux. (Article 7, § 2°, de la loi.)

80. Les algues venues épaves à la côte et les algues épaves sur les eaux peuvent être ramassées avec tous objets propres à cet usage. L'autorisation qui doit précéder la coupe de celles qui croissent dans les étangs déterminera le mode suivant lequel aura lieu l'opération. (Article 7, § 2°, de la loi.)

81. Il est formellement interdit d'établir, soit au moyen de piquets, soit autrement, des pêcheries à herbes marines. (Article 7, § 2°, de la loi.)

82. La coupe ou la récolte des herbes marines, quelles qu'elles soient, ne peut avoir lieu que pendant le jour. (Article 7, § 2°, de la loi.)

83. Nul ne pourra, sans autorisation, enlever ou extraire des amendements marins, sables coquilliers, sables à bâtir, pierres calcaires, etc. Les autorisations mentionneront les conditions suivant lesquelles auront lieu ces opérations.

S'il s'agit de sables coquilliers et des amendements marins en général, elles seront délivrées par le préfet maritime ou par le chef du service de la marine, selon le cas, avec mention de l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées, qui seront préalablement consultés.

S'il s'agit de sables à bâtir, graviers, pierres calcaires, et de tous les produits autres que ceux qui sont considérés comme amendements marins, elles seront délivrées par les préfets de département, sur la proposition des ingénieurs des ponts et chaussées, avec mention de l'avis du préfet maritime ou du chef du service de la marine, qui seront préalablement consultés. (Article 7, § 2°, de la loi.)

84. Il est défendu de récolter à aucune époque les herbes marines qui croissent dans les ports, le long des quais, ponts et des ouvrages en maçonnerie construits en mer ou sur le rivage de la mer.

Cette défense s'applique aux coquillages et autres produits qui s'attachent aux ouvrages dont il s'agit. (Article 7, § 2°, de la loi.)

85. Il est interdit aux propriétaires d'usines établies sur le littoral de répandre dans la mer, les ports et étangs, ou dans la partie salée des fleuves, rivières et canaux, les eaux provenant de ces usines, sans une autorisation expresse du préfet maritime ou du chef du service de la marine. (Article 7, § 2°, de la loi.)

86. Les œufs de tous les poissons, ainsi que ceux des crustacés, sont compris sous la dénomination de frai.

Il est interdit de les pêcher ou recueillir de quelque manière que ce soit. (Articles 7, § 2°, et 14 de la loi.)

87. Sont assimilés au frai :

- 1° Tous les poissons qui ne sont pas encore parvenus à la longueur de 12 centimètres, mesurée de l'œil à la naissance de la queue, à moins qu'ils n'appartiennent à une espèce qui, à l'âge adulte, reste au-dessous de cette dimension.
- 2° Les anguilles au-dessous de 25 centimètres. . . . de longueur
- Les murènes. . . } au-dessous de 30 centimètres. } mesurée
- Les congres. . . } } de l'œil
- 3° Les homards. . . } au-dessous de 15 centimètres. } à
- Les langoustes. . . } } la naissance
- Et les chevrettes au-dessous de 30 millimètres. } de la queue.
- 4° Les huîtres au-dessous de 60 millimètres. . . . } dans
- Les huîtres dites *lustres* au-dessous de 50 millimètres. . . . } leur plus
- Les praires au-dessous de 30 millimètres. . . . } grande
- Les clovisses et moules au-dessous de 24 millimètres. . . . } largeur.

88. Il est également défendu de pêcher les poissons, coquillages et crustacés assimilés au frai. Tous ceux qui n'atteindraient pas les dimensions ci-dessus fixées devront être rejetés à la mer, morts ou vifs.

La même défense s'applique aux poissons d'eau douce n'atteignant pas les dimensions prescrites par les règlements rendus en vertu de la loi du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale. (Articles 7, § 2°, et 14 de la loi.)

TITRE VIII.

PROHIBITIONS RELATIVES À LA MISE EN VENTE, À L'ACHAT, AU TRANSPORT ET AU COLPORTAGE, AINSI QU'À L'EMPLOI, POUR QUELQUE USAGE QUE CE SOIT, DU FRAI OU DU POISSON ASSIMILÉ AU FRAI, DU POISSON ET DU COQUILLAGE QUI N'ATTEIGNENT PAS LES DIMENSIONS PRESCRITES.

89. Il est interdit de donner ou de faire donner, de saler, d'acheter, de vendre ou de faire vendre, de transporter, de colporter et d'employer à un usage quelconque :

- 1° Le frai de poisson et de crustacé désigné à l'article 86 ;

2° Les poissons, coquillages et crustacés assimilés au frai par les articles 87 et 88.

Toutefois, cette défense ne s'applique pas au commerce de la poutargue ou œufs retirés des mulets pour être vendus séparément. (Articles 7, § 2°, et 14 de la loi.)

90. Il est défendu en tout temps d'exposer ou de mettre en vente les moules recueillies sur la carène des bâtiments doublés en cuivre. (Articles 9 et 14 de la loi.)

91. Il est prescrit aux pêcheurs en bateau ou à pied, aux détenteurs de pêcheries, de parcs à huîtres et à moules ou de dépôts de coquillages et de crustacés, aux marchands, colporteurs, voituriers, capitaines, maîtres ou patrons, et à tous ceux qui transportent du poisson, des coquillages ou des crustacés, de laisser visiter, à première réquisition, par les officiers, administrateurs ou agents chargés de la police des pêches, leurs bateaux, voitures, mannes et autres objets servant au transport de ces produits.

La saisie du poisson ou du coquillage n'ayant pas les dimensions réglementaires entraîne celle du lot dans lequel ces espèces ont été découvertes. (Articles 7, § 4°, 8, § 3°, et 14 de la loi.)

TITRE IX.

APPÂTS DÉFENDUS.

92. Il est défendu d'employer comme appâts les poissons et coquillages qui n'auraient pas les dimensions prescrites par l'article 87; ceux qui, parvenus à l'âge adulte, restent au-dessous de ces dimensions pourront seuls être employés à cet usage. (Articles 7, § 4°, et 14 de la loi.)

93. Il est également défendu :

1° De jeter dans les eaux de la mer, le long des côtes, dans les ports et étangs salés et dans la partie des fleuves, rivières, canaux et autres cours d'eau où la pêche est réputée maritime, de la chaux, des noix vomiques, des noix de cyprès, des coques du Levant, de la momie, du musc, et toutes autres drogues ou liquides pour appâter, enivrer ou empoisonner le poisson ;

2° De se servir de perches auxquelles seraient attachés des chiffons, étoupes et autres objets de même genre. (Article 7, § 3°, de la loi.)

TITRE X.

CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PÊCHERIES, DES PARCS À HUITRES, À MOULES ET DES DÉPÔTS DE COQUILLAGES; CONDITIONS DE LEUR EXPLOITATION; RETS, FILETS, ENJONS, BATEAUX, INSTRUMENTS ET MATÉRIAUX QUI PEUVENT Y ÊTRE EMPLOYÉS.

94. Sont provisoirement maintenus les pêcheries, les parcs à huitres ou à moules et les dépôts de coquillages établis en vertu d'autorisations régulières, dont les détenteurs se conformeront aux dispositions ci-après.

95. Tous les détenteurs de pêcheries, parcs à huitres ou à moules et dépôts quelconques de coquillages, établis tant sur des dépendances du domaine public que sur des propriétés privées, qui dans le délai de trois mois, à dater de la promulgation du présent décret, ne produiront pas de titres par-devant les commissaires de l'inscription maritime de leurs quartiers respectifs, seront tenus de démolir immédiatement, à leurs frais, lesdits établissements.

Il sera délivré reçu des titres déposés.

96. Au terme de ce délai, il sera procédé au recensement général des pêcheries, parcs à huitres et à moules et dépôts de coquillages situés dans chaque quartier.

Ce recensement sera opéré par le commissaire de l'inscription maritime, auquel seront adjoints un officier de vaisseau désigné par le préfet maritime et un pilote de la station locale, ou un prud'homme pêcheur.

Le procès-verbal de cette opération signalera ceux de ces établissements qui seraient nuisibles à la navigation.

97. Dans chaque quartier, le commissaire de l'inscription maritime dresse un état descriptif de tous les établissements de pêcheries, indiquant exactement les points de la côte ou des étangs salés sur lesquels ils sont situés, la date de l'autorisation et les noms des détenteurs.

Cet état sera transmis par l'administrateur supérieur du sous-arrondissement au préfet maritime à Toulon, pour être examiné en conseil d'administration, et envoyé, en double expédition, au ministre de la marine, qui statuera.

98. Les commissaires de l'inscription maritime tiennent un registre sur lequel sont consignées la configuration, la position, les limites des pêcheries, parcs ou dépôts situés dans chaque

quartier, ainsi que les noms des détenteurs, les titres ou autorisations.

99. Toute demande en autorisation d'établissement de pêcherie à poisson sera rejetée.

Les autorisations de former des parcs à huitres ou à moules, des dépôts de coquillages, crustacés, etc., devront, sous peine d'annulation, être suivies des travaux d'appropriation dans l'année de leur date.

Ces autorisations sont accordées à titre gratuit, et de préférence aux marins ou à leurs familles. Toutefois les marchands d'huitres ou de moules sont, au même titre, admis à en jouir en ce qui touche les parcs servant de lieu de dépôt à ces coquillages.

La durée n'en est pas limitée; le titre remis au détenteur indiquera les conditions d'exploitation. (Article 6, § 2°, de la loi.)

100. Il est interdit de reconstruire ou de réparer sans autorisation les pêcheries, parcs et dépôts de coquillages, crustacés, etc. (Articles 2, 3, § 9°, 5 et 6 de la loi.)

101. Les détenteurs renonçant à l'exploitation de leurs établissements, ceux qui sont évincés, soit par mesure administrative, soit par décision judiciaire, sont tenus de remettre à leurs frais les lieux dans leur état primitif. (Article 6, § 2°, de la loi.)

102. Les particuliers ou les communes qui prétendent à la propriété d'étangs ou de canaux salés, portions d'étangs ou de canaux salés et de toute autre partie du domaine public, sont également tenus dans le délai de trois mois, à dater de la promulgation du présent décret, de déposer ou de faire déposer dans les bureaux du commissaire de l'inscription maritime, qui en délivrera reçu, des copies authentiques des actes sur lesquels repose le droit qu'ils invoquent. (Article 5 de la loi.)

Ces copies seront dûment collationnées sur les originaux par les commissaires de l'inscription maritime et certifiées par eux; elles seront ensuite envoyées, avec les observations de ces fonctionnaires, s'il y a lieu, par la voie hiérarchique, au ministre de la marine. (Articles 3, § 9°, et 5 de la loi.)

103. Des placards affichés par les soins des commissaires de l'inscription maritime feront connaître, à l'expiration du délai de trois mois, les portions du domaine public maritime, situées dans les quartiers, sur lesquelles sont exercés des droits exclusifs de pêche.

Aucun recours pour atteinte portée à ces droits ne pourra être introduit par les particuliers ou les communes qui n'auront pas fourni les copies de leurs titres dans le délai ci-dessus fixé.

104. Les prises d'eau de toute propriété particulière sur la mer, les étangs, fleuves, rivières et canaux où les eaux sont salées, seront, sur l'ordre spécial du ministre de la marine, complètement fermées par des cadres en bois ou en fer, sans jeu au fond, garni d'un treillage en bois ou en fil de fer, dont les mailles ou trous auront au plus dix millimètres en diagonale ou en diamètre.

Les frais de clôture et d'entretien seront supportés par les propriétaires, qui demeurent responsables des infractions au présent article.

En cas d'inexécution des ordres donnés, les travaux de premier établissement seront exécutés aux frais de qui de droit, à la diligence du commissaire de l'inscription maritime. (Article 6, § 2°, de la loi.)

105. Les dispositions de l'article précédent seront appliquées aux canaux destinés à faciliter le transport des produits des salins, à moins que les détenteurs de ces établissements ne préfèrent en abandonner la pêche aux marins inscrits. (Article 5 de la loi.)

106. Les fossés pratiqués soit sur le bord de la mer, soit sur le bord des étangs, à l'effet de séparer les propriétés riveraines, ou pour toute autre cause, sont également considérés comme établissements de pêcheries irrégulièrement formés, et devront être comblés dans les trois mois qui suivront la promulgation du présent décret, à moins que les parties intéressées n'aient obtenu l'autorisation de les conserver, en se conformant aux deux articles précédents. (Article 5 de la loi.)

107. Les madragues, bordigues et maniguières sont provisoirement maintenues et continueront à être exploitées conformément aux dispositions du présent décret.

MADRAGUES.

108. L'état prescrit par l'article 97 du présent décret devra indiquer pour toute madrague,

Sa longueur, sa largeur, la longueur de la queue, les relèvements déterminant la position du corpou, corpus ou fosse, de la tête du levant et de l'extrémité de la queue;

Le nombre d'embarcations affectées à son service.

109. Le corpou, l'extrémité de la queue et l'ancre qui fixe le point de la tête du levant le plus avancé en mer sont signalés par une barrique en tôle peinte en blanc d'une longueur de un mètre cinquante centimètres sur un mètre de diamètre.

Si l'extrémité de la queue est amarrée à terre, ce point est indiqué, soit par une tache blanche d'un mètre de rayon, soit par un poteau peint en blanc d'une hauteur d'un mètre cinquante centimètres hors du sol et présentant, du côté de la mer, une surface de cinquante centimètres.

Pendant la nuit, la position du corpou est signalée par deux feux horizontaux, vert et rouge, distants de deux mètres l'un de l'autre et constamment élevés d'un mètre au-dessus du niveau de la mer. (Article 6, § 2°, de la loi.)

110. Il est interdit de placer sur la madrague d'autres bouées, gavitaux ou signaux quelconques. (Article 3, § 2°, de la loi.)

111. Les filets dont se composent les madragues seront maintenus par des poids en fer ou en fonte ou par des chaînes en fer. Il est défendu d'y attacher des pierres. (Article 6, § 2°, de la loi.)

112. Il est défendu aux détenteurs de madragues et à tous autres d'exercer aucune espèce de pêche à moins d'un mille du côté de l'abord des thons.

La madrague devant toujours être calée parallèlement au rivage, ce mille sera compté sur le prolongement de la muraille qui se trouve du côté de la terre, à partir du point où cette muraille est rencontrée par la queue; et l'espace réservé à la pêcherie se trouvera déterminé par une perpendiculaire menée de l'extrémité de ce prolongement vers la terre. (Articles 6, § 2°, et 9 de la loi.)

113. Le point où la perpendiculaire mentionnée dans l'article précédent rencontrerait la terre y est signalé, aux frais des détenteurs, soit par une tache blanche d'un mètre de rayon, soit par un poteau peint en blanc d'une hauteur d'un mètre cinquante centimètres hors du sol et présentant, du côté de la mer, une surface de cinquante centimètres. (Article 6, § 2°, de la loi.)

BORDIGUES.

114. L'état prescrit par l'article 97 du présent décret devra indiquer, pour toute bordigue,

Les limites qui lui sont réservées ; Sa longueur, sa largeur à l'ouverture, le nombre des tours et coutelets ; les longueur, largeur et profondeur du canal sur lequel elle est établie ; la longueur de sa capoulière ;

Les points ou remarques coïncidant à terre, ou sur les berges ou sèdes des canaux, avec les deux extrémités longitudinales de la pêcherie.

115. Ces points ou remarques sont signalés, aux frais des détenteurs, par des poteaux peints en blanc d'une hauteur de un mètre cinquante centimètres hors du sol. (Article 6, § 2°, de la loi.)

116. Aucune bordigue ne peut être calée avant le 1^{er} juillet, ni demeurer en place après le dernier jour de février. Tous les roseaux, pieux ou engins servant à son établissement seront enlevés à cette dernière époque et ne pourront être replacés qu'à partir du 1^{er} juillet. (Article 6, § 2°, de la loi.)

117. Les bordigues seront formées de cloisons de roseaux soutenues par des pieux éloignés d'un mètre cinquante centimètres au moins les uns des autres. (Article 6, § 2°, de la loi.)

Les roseaux présenteront un écartement constant de vingt millimètres au moins aux tours et coutelets ; et, à cet effet, ils seront attachés sur la ligne mère avec du bitord ou autre cordage de trois centimètres de circonférence au moins, en formant deux demi-clefs l'une à la suite de l'autre autour de la ligne mère entre chaque roseau, de manière à assurer ledit écartement. (Article 6, § 2°, de la loi.)

118. Les goppaillons ou salabres ayant au moins vingt millimètres en carré sont les seuls filets dont on puisse faire usage pour l'exploitation des bordigues.

Toutefois, à dater de l'époque d'ouverture de la pêche des anguilles et jusqu'au dernier jour de février, les détenteurs des bordigues sont autorisés à placer dans l'intérieur de ces pêcheries des pantannes conformes à celles qui sont mentionnées à l'article 66 du présent décret.

Les mailles de la capoulière auront au moins trente-cinq millimètres en carré. (Article 6, § 2°, de la loi.)

119. Les détenteurs sont tenus de faire enlever les herbes marines que la mer amène dans les bordigues, de nettoyer les cloisons, d'empêcher, en un mot, la formation de tout dépôt ou obstacle de nature à diminuer l'écartement des roseaux.

La capoulière devra également être tenue constamment dé-

gagée des herbes ou autres objets qui pourraient s'y attacher. (Article 6, § 2°, de la loi.)

120. Il est interdit d'entourer une bordigue d'une double enceinte de pieux, poutres, cloisons ou filets, d'y employer plus d'une capoulière, de fermer ou barrer le canal de toute autre manière, d'y établir des ponts volants ou aucun autre obstacle à la libre circulation des embarcations et bâtiments. (Article 6, § 2°, de la loi.)

121. Est considéré comme établissement irrégulier de bordigues le placement, dans les fleuves, rivières, étangs, canaux, ruisseaux, chenaux, etc., où les eaux sont salées, de tout barrage en pieux, roseaux, branchages ou autres obstacles formant ramade. (Article 5 de la loi.)

122. Toute bordigue doit être entièrement calée chaque année. Il est interdit d'y substituer une ramade ou une capoulière. (Article 6, § 2°, de la loi.)

123. Les canaux ou espaces réservés des bordigues ne peuvent en aucun cas être interdits aux embarcations et bâtiments, qui conservent la faculté d'y passer et d'y stationner, sans entraver toutefois la navigation.

Les détenteurs de bordigues sont tenus de prendre des dispositions telles que, lorsqu'une embarcation ou un bâtiment se présente, la capoulière soit immédiatement filée. (Article 6, § 2°, de la loi.)

124. Les capoulières, ou plutôt les ouvertures où sont établies les capoulières, conserveront pendant toute la durée de la calaison, une largeur suffisante pour le passage des embarcations ou bâtiments.

Toutes avaries résultant de l'inobservation de cette obligation, tant aux embarcations ou bâtiments qu'aux pêcheries elles-mêmes, seront à la charge des détenteurs. (Article 6, § 2°, de la loi.)

125. Les détenteurs des bordigues sont tenus de curer les fosses, canaux et espaces d'eau qui leur sont réservés, de manière à ce que ces eaux présentent constamment une profondeur fixée, pour les bordigues de Martigues et Bouc, à un mètre vingt-cinq centimètres, et qui sera déterminée, pour les autres pêcheries de ce genre, par le préfet maritime, suivant la nature des lieux et les besoins de la navigation.

Il leur est également prescrit d'entretenir en bon état les berges ou sèdes des canaux. (Article 6, § 2°, de la loi.)

126. Les boues provenant du curage des canaux, qui ne seront pas employées à l'entretien des berges ou sèdes, seront jetées à la mer, sur les points désignés par le service des ponts et chaussées, ou déposées à terre à une distance de quinze mètres au moins du rivage des étangs salés. (Article 6, § 2°, de la loi.)

127. Il est interdit de rétrécir, augmenter ou dénaturer les canaux, berges ou sèdes. (Article 6, § 2°, de la loi.)

128. Il est défendu au détenteur d'une bordigue et à tous autres d'exercer aucune espèce de pêche dans les limites réservées à cet établissement. (Articles 6, § 2°, et 9 de la loi.)

DISPOSITIONS COMMUNES AUX MADRAGUES ET AUX BORDIGUES.

129. Les détenteurs de madragues et de bordigues ne peuvent exercer aucune poursuite contre les capitaines, maîtres ou patrons des bâtiments ou embarcations qui ont abordé leurs établissements, s'ils ne justifient que l'abordage a eu lieu par la faute ou la malveillance de ces derniers.

130. Lorsqu'une madrague ou une bordigue doit être calée ou levée, les détenteurs en donnent avis au commissaire de l'inscription maritime, qui assiste à l'opération ou s'y fait représenter par l'administrateur du sous-quartier, l'inspecteur des pêches ou le syndic.

Ces opérations ont lieu en présence d'un prud'homme ou d'un patron pêcheur et du raïs ou patron de la pêcherie, qui concourent aux vérifications nécessaires.

Il en est dressé procès-verbal, dont une expédition est transmise, suivant le cas, soit au préfet maritime, soit au chef du service de la marine.

Le commissaire de l'inscription maritime s'oppose à la mise en place de toute madrague ou bordigue qui n'est pas établie conformément aux prescriptions du présent décret, et il en réfère immédiatement à l'autorité supérieure.

Les bordigues et madragues calées dans la forme ci-dessus indiquée ne pourront recevoir aucune modification sans l'adhésion expresse de l'autorité maritime. (Article 6, § 2°, de la loi.)

131. Toute madrague ou bordigue qui ne sera pas calée pendant un an sera considérée comme vacante et ne pourra plus être rétablie. (Article 2 de la loi.)

132. Un rôle d'équipage pour la petite pêche est délivré

chaque année à l'une des embarcations de toute madrague ou bordigue.

A l'exception des individus employés au curage des canaux ou à la fabrication des cloisons des bordigues, tous les hommes attachés au service de ces pêcheries, ainsi qu'à celui des madragues, figureront sur le rôle d'équipage, qui indique en outre les embarcations annexées au bateau principal.

Ne peuvent être attachés à l'exploitation des madragues ou bordigues que des marins qui ont été ou pourront être définitivement inscrits avant l'accomplissement de leur quarantième année.

Les dites embarcations sont soumises à toutes les règles de la police de la navigation et des pêches maritimes. (Décret-loi du 19 mars 1852, article 6, § 2°, de la loi.)

MANIGUIÈRES.

133. Les maniguières seront formées de tamaris morts placés à côté les uns des autres.

Un passage de neuf mètres de largeur au moins sera laissé entre le rivage et le commencement de la maniguière, de même que sur toute la longueur de la maniguière, de cent vingt mètres en cent vingt mètres.

Il sera permis de placer aux passages ci-dessus mentionnés des capoulières formées d'un filet dont la plus petite maille aura au moins trente-cinq millimètres en carré, à la condition qu'elles seront levées au moment même où se présenteront les embarcations dirigées sur ces passages. (Article 6, § 2°, de la loi.)

134. Les pêcheurs pourront s'approcher jusqu'à une distance de dix mètres des maniguières établies sur des portions d'étangs appartenant à des particuliers.

135. La même distance de dix mètres sera observée par les propriétaires ou fermiers des maniguières entre ces barrages et les filets placés de chaque côté pour prendre le poisson.

Ces filets seront réputés filets fixes et soumis aux règles établies par le présent décret. (Articles 6, § 2°, et 7, § 3°, de la loi.)

RÉSERVOIRS À HOMARDS, LANGOUSTES ET AUTRES CRUSTACÉS.

136. Les réservoirs à homards, langoustes et autres crustacés sont formés de pierres ou de bois, sans mortier, chaux ni ciment, et ne peuvent avoir plus de huit mètres de côté, ni plus d'un

mètre cinquante centimètres de hauteur de murailles; il est facultatif de les couvrir.

Il est pratiqué à leur partie inférieure une ouverture d'un mètre de largeur, qui ne peut être fermée qu'au moyen d'un filet à mailles de trente millimètres au moins en carré ou d'une grille en bois percée de trous ayant au moins quarante-cinq millimètres en diagonale ou en diamètre. (Article 6, § 2^o; de la loi.)

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PARCS À HUITRES ET AUX DÉPÔTS DE COQUILLAGES.

137. Les parcs à huîtres ou à moules et les dépôts de coquillages établis en vertu d'autorisations régulières sont provisoirement maintenus, conformément à l'article 94, à la condition que leurs détenteurs se conformeront aux dispositions du présent décret.

138. A la fin de chaque année, une commission procède à la répartition des parcs à huîtres et à moules et des dépôts de coquillages devenus vacants par suite de décès, de cessation de commerce, d'éviction ou de toute autre cause.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre l'époque où ces établissements sont devenus vacants et la répartition annuelle, le commissaire de l'inscription maritime peut en autoriser la jouissance provisoire.

139. Les parcs à huîtres ou à moules sont formés de pierres superposées sans aucune espèce de maçonnerie; la hauteur de ces murs n'excède pas un mètre au-dessus du sol.

Les parcs et dépôts de coquillages peuvent aussi être faits au moyen d'un clayonnage double ou simple, fixé sur des pieux ayant au plus cinquante centimètres de diamètre et dont la hauteur n'excède pas soixante et dix centimètres au-dessus du sol.

L'intervalle compris entre le double clayonnage peut être rempli de paille ou de vase, de manière à retenir l'eau à volonté. (Article 6, § 2^o, de la loi.)

140. Les parcs à huîtres ou à moules et les dépôts de coquillages, crustacés, etc., construits de manière à pouvoir retenir l'eau, ne doivent en aucun cas servir de pêcheries à poisson.

Il est interdit d'y prendre le fretin qui peut y être venu. (Articles 6, § 2^o, et 7, § 3^o, de la loi.)

141. Les détenteurs de parcs ou dépôts, qui introduisent

dans leurs établissements des coquillages au-dessous de la dimension réglementaire, sont tenus de les reporter à leurs frais sur les bancs indiqués par l'Administration, sans préjudice des peines portées par l'article 7 de la loi du 9 janvier 1852.

142. Il est interdit de vendre, louer ou transmettre, à quelque titre que ce soit, les parcs à huîtres ou à moules, dépôts de coquillages, crustacés, etc. Les titres en vertu desquels sont détenus ces établissements sont considérés comme personnels.

Les délinquants seront traduits devant les tribunaux, si la preuve de la location est irréfutable; à défaut de preuve de ce genre, il sera procédé à une enquête administrative, à la suite de laquelle le ministre statuera, sur la proposition des préfets maritimes ou chefs du service de la marine.

Les parcs ou dépôts devenus vacants par suite de décès, de cessation de commerce, d'éviction ou de toute autre cause, ne pourront être exploités qu'en vertu de nouvelles autorisations. (Article 6, § 2^o; de la loi.)

143. Le coquillage gisant hors de l'enceinte des parcs ou des dépôts ne pourra être revendiqué par les détenteurs de ces établissements, s'il n'est constaté qu'il a été enlevé par la mer ou par tout autre accident de force majeure.

144. Les parcs à huîtres ou à moules et les dépôts de coquillages établis dans des propriétés particulières, au moyen de prises d'eau salée, sont soumis aux mêmes règles de police et de surveillance que ceux qui sont fondés sur le domaine maritime. (Article 5 de la loi.)

145. Les détenteurs de parcs à huîtres ou à moules et de dépôts de coquillages ne pourront laisser leur établissement inoccupé pendant une année entière sans encourir la déchéance. (Article 5 de la loi.)

146. Il leur est défendu :

1^o D'empiéter sur les chemins de servitude ou sur l'établissement d'un autre concessionnaire;

2^o De recevoir dans leurs parcs ou dépôts du coquillage provenant de la pêche à pied. (Article 6, § 2^o, de la loi.)

147. Les détenteurs de parcs à huîtres et à moules et de dépôts de coquillages, dépossédés soit par décision administrative, soit en vertu de jugements, n'ont droit à aucune indemnité, et ne peuvent enlever les matériaux entrant dans la composition de ces établissements, à moins que le ministre de la marine n'exige, conformément à l'article 101 du présent décret, le ré-

tablissement des lieux dans leur état primitif, auquel cas ils pourront disposer desdits matériaux.

148. Les parcs et les dépôts doivent être maintenus en bon état.

Les chemins de servitude seront toujours laissés libres; l'accès en est interdit à toutes voitures autres que celles qui sont employées au commerce du coquillage.

Il est défendu d'y déposer aucune immondice.

Tout dépôt dont l'origine est inconnue est enlevé aux frais du détenteur bordier. (Article 6, § 2°, de la loi.)

149. Lorsqu'il est reconnu que des coquillages provenant de la pêche à pied ont été déposés dans les parcs, ils sont saisis et vendus au profit de la caisse des invalides de la marine. (Article 14 de la loi.)

150. Tout détenteur de parc ou dépôt est tenu de placer, à l'angle le plus avancé en mer de son établissement, une planche portant des deux côtés son numéro d'ordre peint en blanc sur fond noir, en chiffres de trente centimètres de hauteur sur cinq centimètres de trait. (Article 6, § 2°, de la loi.)

151. A la fin de chaque année, les commissaires de l'inscription maritime passent l'inspection des parcs à huitres, à moules et dépôts de coquillages situés dans leurs quartiers respectifs; et la commission de répartition mentionnée en l'article 138 se réunit à la même époque, afin de procéder, s'il y a lieu, au choix de nouveaux détenteurs.

TITRE XI.

MESURES DE POLICE TOUCHANT L'EXERCICE DE LA PÊCHE À PIED.

152. Aucun individu ne peut exercer la pêche à pied avec d'autres engins que la ligne simple, armée de deux hameçons au plus, sans en avoir fait la déclaration au commissaire de l'inscription maritime. (Article 9 de la loi.)

153. Les pêcheurs à pied, sujets ou non sujets à la déclaration mentionnée à l'article précédent, sont soumis à toutes les dispositions du présent décret, relatives aux distances, époques d'ouverture, de clôture, et aux heures d'exercice des diverses pêches; à la forme et à la dimension des rets, filets, engins, modes et procédés de pêche; aux mesures tendant à la conservation du frai, du poisson, du coquillage et des crustacés au-dessous des dimensions réglementaires; aux prohibitions rela-

tives à la pêche, à la mise en vente, à l'achat, au transport et au colportage du frai, du poisson, des coquillages et des crustacés assimilés au frai; aux appâts défendus; aux diverses conditions imposées pour l'établissement et l'exploitation des pêcheries, parcs et dépôts de coquillages ou crustacés, et enfin à toutes les mesures d'ordre, de police et de précaution ayant pour but de conserver la pêche et d'en régler l'exercice. (Article 9 de la loi.)

TITRE XII.

MESURES D'ORDRE ET DE PRÉCAUTION PROPRES À ASSURER LA CONSERVATION DE LA PÊCHE ET À EN RÉGLER L'EXERCICE.

154. Il est défendu d'établir sans autorisation spéciale du commissaire de l'inscription maritime, avec des filets fixes ou tous autres filets, de quelque nature qu'ils soient, des barrages dans les fleuves, rivières, étangs, canaux, ruisseaux, chenaux où les eaux sont salées, ainsi que dans les anses, petits havres et autres portions de mer resserrées, etc.

Tout établissement de ce genre sera considéré comme pêche-rie formée sans autorisation. (Article 5 de la loi.)

155. Indépendamment de leur nom et de l'indication de leur port d'attache qu'ils doivent porter à la poupe, en conformité de l'article 6 de la loi du 19 mars 1852, les bateaux de pêche portent encore les initiales de leur port d'attache et leur numéro d'inscription.

Les initiales sont arrêtées ainsi qu'il suit pour les divers ports du cinquième arrondissement :

Quartier de Port-Vendres.....	P.
Sous-quartier de Saint-Laurent-de-la-Salanque...	P. S. L.
Quartier de Narbonne.....	N.
— d'Agde.....	A.
— de Cette.....	C.
Sous-quartier d'Aigues-Mortes.....	C. A.
Quartier d'Arles.....	A. R.
— de Martigues.....	M.
— de Marseille.....	M. A.
— de la Ciotat.....	L. C.
— de la Seyne.....	L. S.
— de Toulon.....	T.
Sous-quartier d'Hyères.....	T. H.
Quartier de Saint-Tropez.....	S. T.

Sous-quartier de Saint-Raphaël.....	S. T. S. R.
— de Cannes.....	A. C.
Quartier d'Antibes.....	A. N.
— de Bastia.....	B.
Sous-quartier de Rogliano.....	B. R.
— de Saint-Florent.....	B. S. F.
— de Calvi.....	B. C.
— d'Ajaccio.....	B. A.
— de Bonifacio.....	B. B.

(Article 9 de la loi.)

156. Les lettres et numéros sont placés sur chaque côté de l'avant du bateau, à huit ou dix centimètres au-dessous du plat bord, et doivent être peints en blanc, à l'huile, sur fond noir.

Les dimensions de ces lettres et numéros sont :

Pour les bateaux de quinze tonneaux et au-dessus, de quarante-cinq centimètres en hauteur et de six centimètres de trait;

Pour les bateaux au-dessous de quinze tonneaux, de vingt-cinq centimètres en hauteur sur quatre centimètres de trait.

Les mêmes lettres et numéros sont également placés de chaque côté de la grande voile du bateau, sur la toile même, et peints à l'huile, en noir sur les voiles blanches, en blanc sur les voiles tannées.

Ces lettres et numéros ainsi portés sur les voiles ont un tiers de plus de dimension en tout sens que ceux placés sur l'avant du bateau. (Article 9 de la loi.)

157. Il est interdit d'effacer, de couvrir ou de cacher, par aucun moyen quelconque, les lettres et les numéros placés sur les bateaux et sur les voiles. (Article 9 de la loi.)

158. Les lettres et les numéros affectés aux bateaux de pêche sont portés, en dimension suffisante pour pouvoir être reconnus, sur les bouées, barils, et flottes principales de chaque filet, et sur tous les autres instruments de pêche appartenant à ces bateaux, indépendamment des signes particuliers que peuvent adopter les pêcheurs, en en donnant avis à la prud'homie, où il en est tenu note. (Article 9 de la loi.)

159. Les filets trouvés sans bouées, mais revêtus d'une marque régulière, ne donnent droit à aucune indemnité.

Ceux qui n'ont ni bouées ni marques sont considérés comme épaves.

160. Il est fait annuellement, aux époques fixées par des commissaires de l'inscription maritime, une visite de tous les bateaux pêcheurs.

Cette visite est opérée gratuitement par le syndic des gens de mer du lieu, assisté d'un garde maritime et d'un prud'homme.

Le rôle d'équipage est retenu ou n'est pas délivré à ceux des patrons dont les bateaux n'ont pas été trouvés en état d'être affectés à leur destination.

Les bateaux qui ont subi de fortes avaries sont assujettis à la même visite.

161. Il est défendu :

- 1° D'employer des armes à feu contre le poisson;
- 2° De chasser la nuit avec des armes à feu sur tous les étangs salés indistinctement;
- 3° De pratiquer des levadous ou canaux sous-marins conduisant le poisson à des filets placés à leur extrémité.
- 4° D'épouvanter le poisson pour le faire fuir dans les filets, ou de troubler l'eau par des moyens quelconques.

Toutefois, la pêche dite à la battade pourra se faire du 15 septembre au 15 février, mais seulement en battant l'eau avec les avirons, sans jamais frapper sur les embarcations. (Articles 7, § 3°, et 14 de la loi.)

162. Les infractions au présent décret qui, en raison de leur peu d'importance, ne paraissent pas devoir être déferées au ministère public, seront punies disciplinairement, en vertu de l'article 58 de la loi du 24 mars 1852.

TITRE XIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

163. Les dispositions du présent décret concernant les établissements de pêcheries ne sont pas applicables aux essais de pisciculture entrepris en vertu d'autorisations régulières.

164. Lorsqu'un jugement aura ordonné la destruction de filets ou engins de pêche prohibés, les parties nuisibles seront séparées des autres et vendues comme en matières d'épaves maritimes.

Lorsque les agents de la marine auront saisi des filets ou engins de pêche prohibés ou constituant une contravention aux règlements, sans pouvoir découvrir le propriétaire desdits filets ou engins, il en sera dressé procès-verbal, et l'en procédera,

après jugement, comme il est dit au paragraphe qui précède.

L'indemnité acquise aux agents poursuivants sera prélevée jusqu'à concurrence de son maximum sur les produits de vente.

Les parties nuisibles seront anéanties, à moins qu'elles ne soient de nature à être déformées et mises en vente sans aucun inconvénient après avoir subi cette opération. (Article 14 de la loi.)

TITRE XIV.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

165. Il est accordé aux pêcheurs un délai d'un an, à partir de la promulgation du présent décret, pour se conformer aux dispositions qu'il renferme, relativement à la forme des filets, aux dimensions des mailles, ainsi qu'aux époques de suspension dont sont frappés les arts trainants.

Toutefois, cette tolérance ne s'applique pas aux engins, instruments, modes et procédés de pêche prohibés d'une manière absolue; l'usage en est immédiatement interdit.

TITRE XV.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU SOUS-ARRONDISSEMENT DE MARSEILLE.

166. Le sous-arrondissement de Marseille se compose des quartiers de Port-Vendres, Narbonne, Agde, Cette, Arles, Martigues, Marseille et la Ciotat.

TITRE XVI.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE PORT- VENDRES.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER DE PORT- VENDRES.

167. Le quartier de Port-Vendres comprend le littoral de la Méditerranée depuis le cap Cerbère (frontière d'Espagne) jusqu'au point de la côte, situé près du cap Franqui, où aboutit une ligne qui, partant de la borne de Malpas (séparative des départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, sur la route de Perpignan à Narbonne), traverse l'étang salé de Leucate en passant par l'île de Vich.

SECTION II.

PRUD'HOMIES.

168. Sont maintenues les prud'homies de Banyuls-sur-Mer, Collioure et Saint-Laurent-de-la-Salanque.

La juridiction de la première s'étend du cap Cerbère au cap Béarn;

Celle de la seconde, du cap Béarn à Saint-Cyprien;

Celle de la troisième, de Saint-Cyprien à la limite orientale du quartier.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

169. Tous les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de Port-Vendres, à l'exception du scia-bicotto.

SECTION IV.

PÊCHERIES.

170. Les fontaines connues sous le nom de Fontdame et d'Extramer, qui débouchent dans l'étang salé de Salces ou de Leucate, sont considérées comme pêcheries et soumises à toutes les prescriptions du présent décret, tant sous le rapport de la production des titres de propriété qu'au point de vue de la pêche exercée dans ces cours d'eau.

Il est défendu d'y pratiquer des barrages, bassins, réservoirs et autres ouvrages destinés à empêcher la libre circulation du poisson. La pêche n'y sera exercée que dans les conditions où elle est exercée dans l'étang même; et, faute par ceux qui seraient reconnus propriétaires desdites fontaines de se conformer à cette disposition, il sera procédé sans délai, aux frais des prud'homies voisines, à la séparation des eaux domaniales au moyen de grilles ou autres installations.

TITRE XVII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE NARBONNE.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER DE NARBONNE.

171. La circonscription du quartier de Narbonne est comprise entre la rive droite de l'Aude et le point de la côte, situé près du cap Franqui, où aboutit une ligne qui, partant de la borne de Malpas (séparative des départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, sur la route de Perpignan à Narbonne), traverse l'étang salé de Leucate en passant par l'île de Vich.

SECTION II.

PRUD'HOMIES.

172. Sont maintenues les prud'homies de Leucate, Bages et Gruissan.

La juridiction de la première comprend tout le littoral du syndicat du même nom, la portion de l'étang salé de Leucate dépendant du quartier de Narbonne et l'étang salé de la Palme.

La juridiction de la seconde comprend tout l'étang salé de Bages et le littoral du syndicat de la Nouvelle.

La juridiction de la troisième comprend toute la circonscription du syndicat de Gruissan.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

173. Tous les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de Narbonne, à l'exception du sciabiccotto.

Par exception, et vu l'éloignement de la mer du syndicat de Bages, les marins de ce syndicat sont autorisés à se livrer à la pêche dans l'étang de Bages, du 1^{er} mars au 30 juin, au moyen d'hameçons ou de filets fixes, en se conformant aux autres dispositions du présent décret.

En exécution de l'article 154, il est défendu de tendre dans les canaux, chenaux, courants, passages, etc., des filets connus sous le nom de *ganquis triangulaires*.

TITRE XVIII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER D'AGDE.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER D'AGDE.

174. La circonscription du quartier d'Agde est comprise entre la rive gauche de l'Aude et une ligne qui, partant de la maison de campagne connue sous le nom de *Bellevue* (entre Méze et Marseillan), traverse l'étang salé de Thau et aboutit au pont tournant situé sur la plage.

SECTION II.

PRUD'HOMIE.

175. La prud'homie d'Agde est maintenue; ses limites coïncident avec celles du quartier.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

176. Tous les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier d'Agde, à l'exception du sciabiccotto.

TITRE XIX.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE CETTE.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER DE CETTE.

177. La circonscription du quartier de Cette est comprise entre deux lignes dont la première, partant de la maison de campagne connue sous le nom de *Bellevue* (entre Méze et Marseillan), traverse l'étang de Thau et aboutit au pont tournant situé sur la plage.

La seconde ligne coïncide avec la limite séparative des communes de Fourques et de Saint-Gilles, coupe le canal de Beaucaire et va rejoindre la rive droite du Petit-Rhône, avec laquelle elle se confond jusqu'au grau d'Orgon.

SECTION II.

PRUD'HOMIE.

178. La prud'homie de Cette est maintenue; ses limites coïncident avec celles du quartier.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

179. Tous les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de Cette, à l'exception du sciabiccotto.

TITRE XX.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER D'ARLES.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER D'ARLES.

180. La circonscription du quartier d'Arles est comprise entre deux lignes dont la première, partant de la pointe nord

de l'île de Vallabrègues, va rejoindre et suit la rive droite du Grand-Rhône, le canal de Beaucaire jusqu'au point de rencontre, sur ce canal et sur la rive droite du Petit-Rhône, de la limite séparative des communes de Fourques et de Saint-Gilles; cette ligne se confond ensuite, jusqu'au grau d'Orgon, avec la rive droite du Petit-Rhône.

La seconde ligne, partant de la pointe nord de l'île de Vallabrègues, va rejoindre et suit la rive gauche du Grand-Rhône, le canal d'Arles à Bouc jusqu'à l'écluse de l'Étourneau, rejoint la rive gauche du Grand-Rhône au poste de douane de Bois-Viel et se prolonge jusqu'à l'embouchure.

SECTION II.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

181. Les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier d'Arles, à l'exception du sciabicotto.

TITRE XXI.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE MARTIGUES.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER DE MARTIGUES.

182. Le littoral du quartier de Martigues est compris entre l'embouchure du Grand-Rhône et la chapelle située à l'ouest du port de Rouet. Il est séparé du quartier d'Arles par une ligne qui, partant de l'écluse de l'Étourneau sur le canal de Bouc à Arles, rejoint le poste de Bois-Viel et se confond avec la rive gauche du fleuve jusqu'à l'embouchure.

SECTION II.

PRUD'HOMIE.

183. La prud'homie de Martigues est maintenue; ses limites coïncident avec celles du quartier.

SECTION III.

DISTANCE DE LA CÔTE, AINSI QUE DES GRAUS ET EMOUCHURES, À LAQUELLE LES PÊCHEURS DEVRONT SE TENIR; PÊCHERIES.

184. Les limites réservées aux bordigues de Martigues et de

Bouc seront observées telles qu'elles résultent des titres et arrêts qui les régissent.

Les pêcheurs devront s'y conformer, indépendamment des distances générales fixées par le présent décret, suivant les lieux de pêche ou le genre des filets. (Article 8, § 1°, de la loi.)

Le plan dressé le 30 septembre 1851, conformément aux ordres du ministre de la marine, et qui reste déposé au bureau de l'inscription maritime de Martigues, sert de base pour l'application auxdites bordigues des dispositions de l'article 128 du présent décret.

SECTION IV.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

185. Les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de Martigues, à l'exception du sciabicotto.

Par exception, et vu l'éloignement de la mer des syndicats de Saint-Chamas et de Berre, les marins de ces syndicats sont autorisés à se livrer à la pêche dans l'étang de Berre, du 1^{er} mars au 30 juin, au moyen d'hameçons ou de filets fixes, en se conformant aux autres dispositions du présent décret.

TITRE XXII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE MARSEILLE.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER DE MARSEILLE.

186. Le littoral du quartier de Marseille est compris entre la chapelle sise à l'est du port de Rouet et le rocher dit le *Grand-Bouquet*, situé au bas de la Grande-Chandelle, entre le cap Morgion et le cap Devanson.

SECTION II.

PRUD'HOMIE.

187. La prud'homie de Marseille est maintenue; ses limites coïncident avec celles du quartier.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

188. Les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis

dans le quartier de Marseille, à l'exception du sciabicotto et de la pêche aux bœufs.

TITRE XXIII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES DU QUARTIER DE LA CIOTAT.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER DE LA CIOTAT.

189. Le littoral du quartier de la Ciotat est compris entre le rocher dit le *Grand-Bouquet* (situé au bas de la *Grande-Chandelle*, entre le cap Morgiou et le cap Devanson) et l'embouchure du ruisseau des Engraviers, près du cap de ce nom.

SECTION II.

PRUD'HOMIES.

190. Sont maintenues les prud'homies de Cassis et de la Ciotat.

La juridiction de la première s'étend sur tout le littoral compris entre le *Grand-Bouquet* et le rocher dit la *Pierre-d'Aubagne*.

La juridiction de la seconde s'étend sur le *Bol-sous-Béran* et tout le littoral compris entre la *Pierre-d'Aubagne* et l'embouchure du ruisseau des Engraviers.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

191. Les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de la Ciotat, à l'exception du sciabicotto et de la pêche aux bœufs.

TITRE XXIV.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU SOUS-ARRONDISSEMENT DE TOULON.

192. Le sous-arrondissement de Toulon se compose des quartiers de la Seyne, Toulon, Saint-Tropez et Antibes.

TITRE XXV.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE LA SEYNE.

SECTION I^{re}.

LIMITES DU QUARTIER DE LA SEYNE.

193. Le littoral du quartier de la Seyne est compris entre le

ruisseau des Engraviers, près du cap de ce nom, et le côté est de la poudrière de la Goubran.

SECTION II.

PRUD'HOMIES.

194. Sont maintenues les prud'homies de Bandol, de Saint-Nazaire et de la Seyne.

La juridiction de la première s'étend sur le littoral compris entre l'embouchure du ruisseau des Engraviers et la Rêpe.

La juridiction de la seconde s'étend sur le littoral compris entre la Rêpe et le cap Sicié.

La juridiction de la troisième s'étend sur le littoral compris entre le cap Sicié et le côté est de la poudrière de la Goubran.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

195. Les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de la Seyne, à l'exception du sciabicotto et de la pêche aux bœufs.

TITRE XXVI.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE TOULON.

SECTION I^{re}.

LIMITES DU QUARTIER DE TOULON.

196. Le littoral du quartier de Toulon est compris entre la poudrière de la Goubran et la plage du port Mousquier.

SECTION II.

PRUD'HOMIE.

197. La prud'homie de Toulon est maintenue ; ses limites coïncident avec celles du quartier.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINS, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

198. Les rets, filets, engins, instruments, modes et procédés de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de Toulon, à l'exception du sciabicotto et de la pêche aux bœufs.

TITRE XXVII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE SAINT-TROPEZ.

SECTION I^{re}.

LIMITES DU QUARTIER DE SAINT-TROPEZ.

199. Le littoral du quartier de Saint-Tropez est compris entre la plage du port Mousquier et l'extrémité (pointe Théolide) du cap Roux.

SECTION II.

PRUD'HOMIES.

200. Sont maintenues les prud'homies de Saint-Tropez et de Saint-Raphaël.

La juridiction de la première s'étend sur la portion de côte située entre la plage du port Mousquier et la rive droite de la Garonnette.

La juridiction de la seconde s'étend sur la portion de côte située entre la rive droite de la Garonnette et la pointe Théolide.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINs, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

201. Les rets, filets, engins, instruments, modes et procédés de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de Saint-Tropez, à l'exception du sciabicotto et de la pêche aux bœufs.

TITRE XXVIII.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER D'ANTIBES.

SECTION I^{re}.

LIMITES DU QUARTIER D'ANTIBES.

202. Le littoral du quartier d'Antibes est compris entre l'extrémité (pointe Théolide) du cap Roux et l'embouchure du Var; il comprend en outre les îles Lérins.

SECTION II.

PRUD'HOMIES.

203. Sont maintenues les prud'homies de Cannes et d'Antibes.

La juridiction de la première s'étend sur la portion de côte comprise entre la pointe Théolide et la batterie de la Fourcade.

La juridiction de la seconde s'étend sur la portion de côte comprise entre la batterie de la Fourcade et l'embouchure du Var.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINs, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

204. Les rets, filets, engins, instruments, modes et procédés de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier d'Antibes, à l'exception du sciabicotto et de la pêche aux bœufs.

TITRE XXIX.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU SOUS-ARRONDISSEMENT DE LA CORSE.

205. Les limites du sous-arrondissement de la Corse comprennent le littoral de la Corse.

TITRE XXX.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU QUARTIER DE BASTIA.

SECTION PREMIÈRE.

LIMITES DU QUARTIER DE BASTIA.

206. Les limites du quartier de Bastia coïncident avec celles du sous-arrondissement.

SECTION II.

PRUD'HOMIE.

207. La prud'homie de Bastia est maintenue; sa juridiction s'étend depuis la rivière de Miomo jusqu'à l'étang de Palo inclusivement.

SECTION III.

RETS, FILETS, ENGINs, INSTRUMENTS, PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PERMIS.

208. Les rets, filets, engins, instruments, procédés et modes de pêche spécifiés à l'article 66 du présent décret sont permis dans le quartier de Bastia, à l'exception de la pêche aux bœufs.

Le filet dit *sciabicotto*, spécial à ce quartier, est ci-après décrit, et ne pourra être employé dans d'autres conditions :

Longueur de chaque aile.....	32 ^m 50 ^c
Hauteur moyenne.....	7 60
Longueur de la poche ou manche.....	8 60
Circonférence moyenne.....	15 20
Dimension minimum des mailles, lacées de suite, à l'extrémité de la poche ou manche.....	0 020
Poids total du plomb adapté au filet.....	15 ^k ,000

Le plomb ci-dessus mentionné, attenant à un cordage en sparterie ou en chanvre de huit à dix millimètres de diamètre, sera réparti sur toute la longueur de la ralingue inférieure, au moyen d'anneaux du poids de vingt grammes environ, placés à dix ou douze centimètres de distance les uns des autres, en sorte que le poids du plomb de chaque aile n'excède pas six kilogrammes cinq cents grammes. A l'embouchure du sac, il y aura en outre deux kilogrammes de plomb au maximum. Ce filet sera soutenu par des pièces de liège ou flottes de forme carrée de six à huit centimètres de largeur, sur deux à trois centimètres d'épaisseur, ayant entre elles quarante centimètres d'écartement.

L'emploi du sciabicotto est interdit du 1^{er} mars au 31 mai.

209. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais de Compiègne, le 19 Novembre 1859.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre secrétaire d'État de la marine,

Signé HAMELIN.

N^o 9223. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 4 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.

Du 25 Novembre 1859.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o Les lois des 11 avril 1831 et 26 avril 1855 (titre IV), sur les pensions de retraite;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 21 novembre 1859, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 79, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de mille huit cent soixante-trois francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1859;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1).

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessous, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 25 Novembre 1859.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

(1) Lestitulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.